DOCUMENTS INÉDITS.

L'ALLIANCE DES ROUMAINS ET DES HONGROIS EN 1859 CONTRE L'AUTRICHE

PUBLIÉS PAR

V. A. URECHIA
ANCIEN MINISTRE
SÉNATEUR
PRÉSIDENT DE LA LIGUE ROUMAINE.

ÉDITION DE LA LIGUE.

BUCAREST
LITHO-TYPOGRAPHIE CHARLES GÖBL
16, STRADA DOAMNEI, 16.
1894.

AU LECTEUR

Nous sommes en possession de bon nombre de documents inédits, propres à jeter une nouvelle lumière sur les événements que les chefs de la révolution hongroise de 1848 préparaient en 1859-61, dans les Principautés-Unies, d'intelligence avec le prince Alexandre Jean Couza. Les persécutions inouies qu'endurent les Roumains de la Transylvanie et du Banat de la part du gouvernement de Buda-Pesth, donnent à notre publication une triste actualité.

Le lecteur y verra ce que Kossuth, Klapka, Türr, Ladislas Teleki et les autres promettaient aux Roumains de la Hongrie en 1859, alors qu'ils avaient besoin du secours du prince Couza et des Roumains, et combien la conduite de leurs successeurs et partisans actuels est différente et éloignée des promesses de 1859. Le lecteur hongrois pourra y trouver également un enseignement pour la conduite de son gouvernement, au jour, qui ne peut être bien loin, où de nouveaux dangers surgiront pour la Hongrie, comme aussi pour la Roumanie.

Ce n'est pas une brochure de polémique que nous écrivons ici. Nous désirons simplement faire, de la publication de nos documents inédits, une page d'histoire, propre à être utile aux Roumains et aux Hongrois et à leur démontrer qu'ils ne peuvent rien isolément et que leur salut dépend de leur entente parfaite, de leur sincère fédération.

V. A. Urechia.

I.

Nous ne renouvellerons point ici les souvenirs du lecteur sur la politique de Napoléon III, à la date de 1859.

C'est l'année commencée par le mariage de la princesse Clotilde avec le prince Napoléon; c'est l'année de la guerre de l'Italie contre l'Autriche. Le 23 du mois d'Avril, l'Autriche expédiait son ultimatum à la Sardaigne. Gulay passait le Tessin 6 jours après. Napoléon III partait de Paris pour Turin le 10 du mois de Mai. Dix jours après, victoire de Montebello. Dix autres jours après Montebello, victoire des Français à Palestro. Les victoires se succèdent à quelques jours d'intervalle: le 3 Juin, victoire de Turbigo; le 4, celle de Magenta; le 8, c'était à Malegnano; le 24 enfin, Solferino. Napoléon III n'avait pu espérer cette marche triomphale au nord de l'Italie. Aussi, avant que la guerre fut déclarée, n'avait-il pas négligé de mettre en mouvement tous les facteurs de dissolution, ou pour le moins d'amoindrissement, de l'Autriche. Avant d'abandonner Paris, l'empereur avait arrêté un plan de politique général; ce plan consistait, d'un côté, à neutraliser l'Angleterre et à désintéresser la cour de Berlin dans le mouvement; d'un autre côté, Napoléon jugeait utile de créer à l'Autriche autant d'embarras que possible, afin de l'obliger à ne point envoyer toutes ses troupes en Italie. Kossuth suggéra à l'empereur l'utilité qu'il y avait à cet effet de révolutionner la Hongrie. D'intelligence avec Cavour et les réfugiés hongrois, il fut décidé que ceux-ci formeraient une armée hongroise en Italie, qui se tiendrait à la disposition de l'armée franco-italienne jusqu'au jour où elle pourrait s'avancer du coté de la Hongrie. Une autre armée, ou tout au moins des bandes révolutionnaires armées, seraient également réunies en Roumanie, dans

l'intention de soutenir la révolution hongroise et de faire, au moment donné, irruption en Transylvanie. Ces bandes ne pouvaient être organisées dans les Principautés, que si le prince Couza le permettait. Napoléon écrivit à Alexandre Jean I-er et lui demanda de se mettre d'accord avec les rebelles hongrois de 1848 pour un mouvement commun en Hongrie contre l'Autriche. L'Empereur des Français laissait entrevoir à Couza la réincorporation, par ce moyen, de la Bucovine à la Moldavie.

Victor Place, agent diplomatique de la France à Iassy, fut spécialement chargé par l'Empereur de négocier une convention d'alliance entre Couza et les Hongrois. Place réussit dans sa mission. Une première convention secrète fut signée par Couza au mois de mai 1859, au moment même des grands succès de Napoléon III en Italie. Klapka et le comte Teleki la signèrent au nom des émigrés. Cette première convention précise les termes de l'alliance des Principautés et des émigrés contre l'Autriche. La voici:

«Le Prince Couza autorise les patriotes hongrois à établir des dépôts d'armes dans la vallée de Szereth, à Bakeo, à Roman ou dans les communes plus proches encore des frontières de la Transylvanie, telles que Okna et Piatra.

Le Prince demandera à S. M. l'Empereur des Français 30.000 fusils, dont 10.000 seront destinés aux forces militaires Moldo-Valaques, et 20.000 seront mis à la disposition des chefs de l'insurrection en Hongrie et en Transylvanie. Il demandera ces armes sans délai, vû l'urgence et le temps qu'exige le transport des armes des ports de la Méditerranée jusqu'à destination.

On s'entendra ensuite sur l'envoi ultérieur des approvisionnements de guerre, qui devront être répartis entre la Hongrie et les Principautés, suivant leurs besoins.

Outre les armes demandées aux puissances alliées, on requerra du gouvernement serbe un certain nombre de canons, dont une partie sera remise par le gouvernement moldo-valaque aux Hongrois.

D'autre part, le général Klapka fera, à Paris et à Londres, les plus grands efforts pour l'envoi immédiat des armes, des munitions de guerre et de tout le matériel d'équipement nécessaire aux armées moldo-valaque et hongroise pour leur entrée en campagne.

Il s'occupera également d'enrôler, à Paris ou ailleurs, un personnel médical, ainsi que quelques officiers du génie et de l'artillerie, pour organiser ces deux corps dans les Principautés.

Le général s'entendra pour toutes ces questions avec les agents du Prince à Paris.

On enverra des agents hongrois à Bucarest, à Iassy et à Galatz, pour établir des relations continues avec le gouvernement du Prince.

Les agents de Belgrade auront soin de tenir le gouvernement moldo-valaque au courant de tout ce qui s'y passera.

Dès que la guerre éclatera en Italie, le gouvernement moldo-valaque mettra à la disposition du chef militaire hongrois tous les moyens nécessaires au transport des armes, des munitions de guerre, etc., jusqu'à la frontière.

Quand aux Magyars, ils promettent leur plus actif secours au gouvernement moldo-valaque pour l'occupation de la Bucovine et pour l'éloignement des difficultés que les événements et les complications éventuelles pourraient lui susciter par suite de cette occupation.»

Louis Kossuth veut expliquer l'empressement du prince Couza à s'allier aux Hongrois, par le fait que l'Autriche était sur le point de s'allier à la Turquie, prête à entrer dans les Principautés dans le but d'empêcher leur union. «Nos intérêts, dit Kossuth, coïncidaient: il était de l'intérêt du prince Couza de voir l'Autriche tellement occupée en Hongrie, qu'elle ne pût pas intervenir dans les affaires de la Valachie et pour nous il était de notre intérêt d'armer la Transylvanie, de compter de ce côté-là sur la liberté de nos mouvements et même d'y trouver un appui (1).»

Cette affirmation de Kossuth ne concorde pas parfaitement avec la vérité. Le Prince signait la première convention tout d'abord parce que l'Empereur Napoléon III le lui avait demandé, et bien aussi dans l'espoir de faire retourner à la Moldavie la belle Bucovine.

Je dois ajouter que nos deux grands hommes d'Etat, Michel Kogalniceano et J. Bratiano, étaient contraires à la première convention. Kossuth dit de ce dernier qu'il «*se montra notre ennemi acharné et mit tout en œuvre pour faire échouer l'alliance dont Klapka avait pris l'initiative.*» Kogalniceano et Bratiano, dans leur situation, officielle ou non, cherchèrent de leur autorité personnelle à contre-carrer la signature de la première convention. Bratiano alla à Paris et à Turin dans l'intention de persuader l'Empereur et le Roi d'Italie qu'une telle alliance était impossible. M. Ballaciano se trouvait en ce moment-là à Turin, chargé par le prince Couza de régler avec Kossuth et les émigrés, les détails pratiques de la convention sus-mentionnée.

(1) Voir «Souvenirs et écrits de mon exil» par Kossuth, page 245—246.

M. Ballaciano se plaint à Ladislas Teleki, dans une lettre du 29 Juin 1859, des agissements de Bratiano : «M. Bratiano, dit M. Ballaciano, est un personnage difficile à persuader..., J'ose pourtant espérer que les démarches ultérieures pourraient réussir (1)».

Pour quelle raison Bratiano et Kogalniceano ne voulaient-ils pas admettre la convention? Kossuth ne dit rien là-dessus.

Kogalniceano et Bratiano n'étaient point au fond contraires à l'alliance des Principautés-Unies à la Hongrie révolutionnaire, mais ils la voulaient réglant du même coup la situation politique et sociale des Roumains de la Transylvanie et de la Hongrie. Nos deux hommes d'Etat ne pouvaient ignorer ce qui s'était passé en 1848, en Transylvanie. Ne point accorder préalablement aux Roumains de ces contrées une situation politique et sociale meilleure que celle qu'ils avaient obtenue de l'Autriche, c'était, pour l'armée du prince Couza, allié des Hongrois, l'obligation de faire la guerre, non seulement aux Autrichiens, mais à ses propres frères, aux Roumains. C'est, hélas! ce qui pourrait bien nous arriver le jour où les obligations de la Triple Alliance nous pousseraient à prendre place à côté des honveds hongrois, dans une guerre contre la Russie: la situation détestable que le gouvernement de Buda-Pesth fait aux Roumains d'au-delà des Carpathes, est de nature à faire ranger ceux-ci sous les drapeaux ennemis. . . .

Bratiano, ce connaissant, n'hésita point de dire à Cavour: «Je ne crois pas au libéralisme et à la modération de Messieurs les Hongrois. C'est un masque destiné à tromper l'Empereur. Je sais qu'ils sont plus exclusifs que jamais et je n'ai pas foi dans les Hongrois.»

Kossuth prétend que Bratiano s'opposait à la convention parce qu'il demandait l'Union de la Transylvanie à la Roumanie. Il soutient même que Bratiano aurait déclaré à Cavour que «nous ne saurions jamais nous entendre avec les Magyars sur la Transylvanie, que nous ne pouvons à aucun prix céder à la Hongrie. Les Roumains transcarpathiens veulent s'unir avec nous; nous leur avons promis de les aider; ce serait les trahir que de les céder à la Hongrie.»

Nous avons trop bien connu J. Bratiano pour qu'il nous soit permis de croire véridiques les paroles que Kossuth lui prête dans

(1) Souvenirs, page 248.

sa conversation avec Cavour. Le *daco-roumanisme* ne pouvait entrer, en ce moment surtout, dans les vues politiques d'un Bratiano et d'un Kogalniceano. Ce que ces hommes d'Etat ont voulu, ce fut de faire signer aux émigrés hongrois une deuxième convention réglant la situation des Roumains de la Transylvanie et du Banat. L'opposition énergique de nos deux grands hommes d'Etat obligea Couza à exiger de Klapka cette deuxième convention, qui contient des clauses d'une sagesse et d'une prévoyance admirables.

Cette deuxième convention ferait la gloire d'un gouvernement hongrois qui arriverait à la renouveler. Besoin ne serait ce jour-là que le ministre Hyeronymi se donnât la peine de parcourir la Transylvanie dans l'intérêt de sa pacification. Accorder aux Roumains de cette contrée ce que Klapka et les siens leur promettaient par la convention de 1859 avec le prince Couza: voilà un excellent moyen pour faire cesser toute agitation des trois millions de Roumains de la Hongrie. Mais ce serait, de plus, un pas sérieux de fait vers cette fédération des peuples de la région Carpatho-Balcanique, qui est notre idéal le plus caressé.

Voici le texte de cette deuxième convention:

«Pour le succès de l'insurrection hongroise, il importe beaucoup que les nationalités hongroise, roumaine et serbe habitant la Hongrie, abandonnent tout esprit de parti, toute idée de séparation, et s'abstiennent de tous les actes d'hostilité qui ont causé de si grands malheurs en 1848 et en 1849.

Ils ne doivent pas oublier que l'Autriche pourrait, cette fois encore, recourir aux moyens iniques, par lesquels, à cette époque, elle a excité l'une contre l'autre ces nationalités rivales, pour les assujettir les unes à l'aide des autres.

La nation hongroise est convaincue d'avancé qu'elle peut compter sur la sympathie des patriotes valaques. A Paris, on espère que le gouvernement des Principautés, inspiré par ses propres intérêts, emploiera son influence auprès de ses nationaux, habitant la Hongrie et la Transylvanie, dans le sens de la conciliation.

D'autre part, les patriotes hongrois, dès le commencement de la lutte, proclameront les principes suivants, qui devront être insérés dans la Constitution de la Hongrie:

1. Oubli des anciennes dissensions et réconciliation pleine et entière entre les Serbes, les Valaques et les Hongrois.

2. Mêmes droits, mêmes libertés, pour tous les habitants de la Hongrie sans distinction de race ni de religion.

3. Autonomie des communes et des comitats. Les habitants à population mixte s'entendront amicalement entre eux sur la langue officielle à adopter (magyare, serbe ou roumaine).

4. Indépendance complète, pour chaque confession et chaque nationalité, de l'administration des cultes et de l'instruction publique.

5. Les troupes serbes et valaques seront organisées séparément et commandées dans leur langue nationale. Egalité complète dans toute l'armée pour l'accession à tous emplois, titres et dignités.

6. Après la guerre, une assemblée sera convoquée en Transylvanie pour délibérer sur *l'union administrative de cette province avec la Hongrie;* et si la majorité décide que l'ancienne administration autonome de la Transylvanie doit être rétablie, les Magyars ne s'y opposeront pas.

7. Nous devons tous nous inspirer des principes de la fraternité. Ces principes seuls pourront nous conduire à nôtre but, qui est la confédération des trois Etats danubiens: Hongrie, Serbie et Moldo-Valachie.»

L'histoire reconnaîtra à Jean Bratiano et à Kogalniceano la négociation de cette deuxième convention (1). Nous ne refusons point à M. Ballaciano une large part dans la réussite, mais n'était-ce pas lui qui se plaignait aux émigrés hongrois des agissements de Bratiano? Or, ces agissements ont eu pour conséquence la pression morale de Napoléon III et de Cavour sur les émigrés hongrois, qui se virent ainsi obligés d'accepter les clauses de la deuxième convention. Kossuth raconte, en effet, dans le 3ᵉ volume de ses *Schriften aus der Emigration* (page 668) la position réservée qu'avaient prise la France et le Piémont vis-à-vis des Hongrois, à la suite des mémoires présentés aux Cours de Turin et des Tuileries par J. Bratiano. Ces deux Cours disaient aux patriotes hongrois: «Si nous nous décidons à vous envoyer un corps d'armée, encore faut-il que nous soyons sûrs qu'il sera reçu sympathiquement par le peuple et que ce peuple se rangera de notre côté. *Tachez de résoudre la question des nationalités*; autrement vous prouverez votre faiblesse, votre incapacité de mettre votre peuple sur le champ de bataille. **Les avantages de votre alliance nous paraissent sans cela bien douteux.»**

Des observations aussi sensées que vigoureuses ne pouvaient

(1) Kogalniceano a affirmé sa collaboration avec le Prince Couza aux conventions avec les Hongrois: «împreună ca ministru lucrat'am la încheerea convențiunilor, carĭ regulaŭ relațiunile între România și Ungaria și cele privitóre la Transilvania în deosebĭ (interpelarea de la 11 Fev. 1886.)

manquer de faire accepter au général Klapka et aux siens la deuxième convention avec les Roumains des Principautés.

Que notre lecteur compare maintenant cette deuxième convention au dernier *Mémorandum*, destiné par le comité national de Transylvanie à l'Empereur et Roi d'Autriche-Hongrie. Il y verra tout ce qu'il y a d'horrible dans la récente condamnation à Cluj des 14 membres du comité; ce qu'il y a d'impolitique dans le régime octroyé actuellement aux Roumains de la Transylvanie et du Banat par les successeurs des chefs de la révolution de 1848. *Quantum mutati ab illis!*

Mais nous ne nous proposons point de faire ici de la polémique. Nous l'avons déjà dit: Nous voulons simplement insérer dans cette publication, *sine irâ et studio*, les documents inédits qui forment comme une suite aux deux conventions sus-reproduites.

II

Le reste de l'année 1859 fut, en grande partie, perdu pour le mouvement hongrois-roumain. Kossuth prétend que la paix de *Villa-Franca* empêcha l'exécution pratique des conventions de 1859. (Souvenirs, pag. 250).

Nous sommes d'une autre opinion. Nous nous expliquons le peu d'activité dans les Principautés, dans la direction de la première convention avec les Hongrois, par le retard de ces mêmes Hongrois à faire connaître aux Roumains de la Hongrie le programme de leur futur gouvernement à leur égard.

Toute l'activité de 1859 et d'une partie de l'année suivante se borne à constituer des dépôts d'armes en Moldavie. A cet effet, M. Ballaciano négocie un troisième traité avec Kossuth, aux termes duquel une partie des 30,000 fusils, que les Hongrois devaient transporter en Roumanie, reviendrait à l'armée roumaine. Kogalniceano reconnait que ces 30,000 fusils ont été introduits en Moldavie et que l'on y attendait aussi des canons, offerts par Napoléon III et Victor Emmanuel. Ces canons n'arrivèrent jamais, pour les motifs indiqués par le très regretté homme d'Etat moldave dans son interpellation à la Chambre roumaine du 11 Février 1886 (pag. 7).

Il ne suffisait pas à Napoléon III d'avoir la signature du Prince Couza au bas des conventions avec les chefs hongrois. Il tenait à ce que ces conventions fussent exécutées dès 1859. Malgré les victoires de l'année suivante, malgré l'armistice du 8 Juillet, et même après la paix de Villa-Franca, l'Empereur Napoléon trouvait que la révolution de la Hongrie pouvait encore servir sa politique. Aussi n'abandonne-t-il point le mouvement hungaro-roumain, quoiqu'en dise Kossuth. Le Piémont lui aussi sentait qu'il ne devait point se contenter de l'annexion de la Lombardie (août.) C'est pourquoi Cavour encourageait le mouvement hongrois. Victor Place, l'agent consulaire français de Iassy, continuait de son coté à pousser le Prince Couza dans la direction de la convention de 1859. Napoléon envoya même un émissaire *ad-hoc* de Paris, comme *ad-latus* secret de Place.

Ce fut le vicomte Ollivier de Lalande, qui en 1860 et 61, deviendra un personnage important, par ses relations avec les émigrés d'Italie, de Paris, et la cour Roumaine. De Lalande ne fut pas étranger même aux négociations des conventions de 1859. Mais ce n'est qu'à partir du mois de Juin 1860 que le vicomte Ollivier de Lalande joue un rôle documenté dans l'affaire de la révolution projetée de la Hongrie contre l'Autriche et des dépôts d'armes en Moldavie.

De Lalande devait garder le secret sur sa mission. Personne, sauf Couza et Place, n'en eut connaissance; nous sommes disposé à croire que Kogalniceano lui-même ne connut de Lalande qu'en 1860, car il n'en parle point dans son interpellation du 11 Février 1886.

Ollivier de Lalande était ingénieur des mines et chimiste. On profita de ses titres pour mieux cacher sa mission. De Lalande fut chargé de recherches scientifiques et industrielles sur les naphtes de la Moldavie.

C'est à la date du 18 Juin 1860 que le ministère de l'instruction publique de France fait savoir à de Lalande, que le gouvernement français lui a accordé un passeport et des lettres de recommandation pour les Principautés (1).

Nul doute que l'émissaire français ne reçut en partant de Paris, en plus des instructions de son gouvernement, des lettres par les-

(1) Voir Document No. 1.

quelles des réfugiés hongrois résidant à Paris et à Turin le présentèrent à différentes personnes de Hongrie.

Nous ne possédons certainement pas toutes ces lettres. Le lecteur en trouvera une aux annexes de ce travail, celle du comte Sandor Teleki, parent de celui-là même qui en 1859 avait négocié avec Klapka les conventions dont il a été parlé plus haut.

A la date du 23 Juin 1860, Sandor Teleki présente de Lalande à sa mère (1). Nous publions des lettres ultérieures de Madame S. Teleki à de Lalande. Ces lettres ne sont point signées, mais leur auteur parlant en plusieurs endroits de Sandor Teleki comme de son mari, il nous est permis d'attribuer ces lettres à la comtesse de Teleki.

Quelques semaines après, de Lalande se trouvait dans nos montagnes de Moldavie, dans le district de Bacau, un des endroits désignés comme dépôt d'armes par la première et la troisième convention. Il était sensé s'occuper de recherches sur les pétroles. Une lettre que V. Place lui envoie à la date du 30 août 1860, de Iassy, est là pour prouver que de Lalande attendait impatiemment, comme d'ailleurs Place lui-même, des lettres de Paris et peut-être de Pesth. Ces lettres ne pouvaient arriver, car c'était le moment du voyage de Napoléon III en Algérie (août).

L'inhabileté politique du prince Couza, le retard qu'il avait mis à établir le camp de Floresci, comme menace à l'Autriche, avait peut-être contribué aussi à refroidir l'ardeur de Napoléon III à pousser Couza du côté de la Transylvanie. C'est une simple supposition, du moment que ni Place, ni de Lalande n'ont reçu des instructions contraires au mouvement hongrois-roumain. L'Italie, travaillée par Kossuth, Klapka et les autres, engageait plus énergiquement le Prince Couza dans la direction sollicitée par les réfugiés hongrois. Cependant le Prince ne pouvait ignorer le peu d'entente qui existait au sein de l'émigration hongroise de Turin. Le général Klapka, aussi bien que la comtesse Teleki, dénoncent plus d'une fois à de Lalande ces tiraillements; la comtesse parle même, en des termes bien peu favorables, de *tous ces messieurs qui ne font que se dire des sottises et s'entendent si peu entre eux.*

Cet état de choses doit expliquer le retard des lettres atten-

(1) Document No. V.

dues par de Lalande et certain refroidissement dans l'ardeur de Napoléon III à révolutionner la Hongrie. Victor Place se plaint lui aussi du manque d'instructions de Paris et ajoute au bas de sa lettre du 30 août 1860: «*Rien de nouveau de la Hongrie.*» Les lettres qu'écrivait de Lalande à Paris et à Turin commençaient à mettre la Hongrie sous une lumière peu favorable. C'est ce qui explique la lettre qu'on lui adresse de Pesth à la date du 18 août 1860. Un homme politique de ce pays lui écrit: «Une seule chose me tourmente: n'ayez pas une trop mauvaise opinion de mon pays. Jugez avec calme et vous trouverez posés au moins partout les principes qui, par leur développement naturel, nous feront entrer dans la grande famille des Etats civilisés de l'Occident . . . .»

Le magnat hongrois qui consolait ainsi de ses déceptions de Lalande, devait avoir eu connaissance du peu d'activité et d'intelligence déployées par les hommes de Buda-Pesth en relation avec les émigrés de Turin et de Paris.

Peut-être ce correspondant de l'émissaire français n'était-il pas instruit de ce qui se préparait, car il n'en dit mot. Mais de Lalande entretenait une correspondance suivie avec plus d'une personne de la Hongrie. Cela est confirmé par la lettre dont nous parlons ici, où il est dit: «*Vos lettres je les ai fait parvenir à leurs destinations.*»

Le 7 Septembre 1860, de Lalande est toujours près de la frontière Ouest de la Moldavie, près de la Transylvanie. A cette date, Victor Place lui écrit pour lui donner des nouvelles sur le mouvement de Garibaldi en Italie, sur la marche triomphale du libérateur de l'Italie, sur la fuite de François II, ajoutant que «*cela était inévitable.*»

Place continue à se plaindre du manque de nouvelles «*d'ailleurs.*»

Mais de Lalande en recevait par une voie détournée. C'est à partir des premiers jours de Septembre 1860 qu'il reçoit de nombreuses lettres politiques de la comtesse de Teleki. Cette dame tient au courant de Lalande sur tout ce qui se fait à Paris, à Turin, à Londres et ailleurs (1). . . . .

(1) Pour s'expliquer comment cette dame supérieurement intelligente ne se trouvait pas en Hongrie, où de Lalande eut pu la trouver, en portant la lettre de présentation que lui avait donnée Sandor Teleki, pour sa mère, voir la lettre datée de Eywood, du 17 Septembre 1860. La Comtese a dû quitter la maison conjugale pour des raisons qu'elle explique à de Lalande, son excellent ami.

Une deuxième lettre de cette dame, suivant de près celle dont nous parlons dans la note de la page 12 donne à de Lalande, à la date du 20 septembre, des informations sur les affaires politiques intéressant la Hongrie et même d'autres pays. La correspondante parle de l'influence d'Almásy en Hongrie. Elle trouve cet homme «*adroit comme un singe ou un grec. Il aura parfaitement su exploiter le fiasco et le résultat de* l'année passée (1), pour se faire pardonner son abandon de ses compatriotes exilés. Il ressort de ce que dit la lettre sur Almásy, que celui-ci jouait un certain rôle entre Ladislas Teleky et le général Klapka. «Il aime le premier, qu'il conduit — ajoute la lettre — «sans que Lazi (Ladislas) s'en doute, tandis que le second lui inspire «à la fois jalousie et mépris, mélange assez bizarre, mais qui me «semble résulter de l'opposition que nous avons toujours vue dans «l'émigration entre les *tabla-biró* et les soldats.»

La correspondante se déclare à plusieurs reprises partisan du général Klapka; elle souhaite que «*tout ce qui a force et vie suive* «*le général. Il n'y a de salut que par lui, j'en suis bien convaincue* «*et chaque jour davantage*» (2).

C'était bien aussi l'opinion du Prince Couza, qui négociait, de préférence à Kossuth, avec le général Klapka. Kossuth s'en est aperçu et s'en plaint dans ses mémoires. (Edition hongroise).

La lettre que nous analysons ici contient plus loin un passage, où il est dit que «*les Hongrois ont tort de compter sur la France et l'Italie.*»

L'auteur de la lettre voyait clair dans l'affaire. Il est évident qu'à la date de septembre 1860, un an passé après Villa-Franca, après le fiasco des démonstrations hongroises de 1859, à la suite de la mésintelligence et de l'inactivité des émigrés hongrois et des fautes du Prince Couza lui-même; il est évident, disons-nous, que ces mêmes émigrés hongrois aient pu trouver un peu moins d'empressement à être écoutés à Paris et que l'Italie elle-même, qui avait bien assez à faire chez elle, se sentit obligée — connaissant surtout *de visu* les tiraillements de la colonie hongroise de Turin,—de ne pas compter

(1) Almásy avait raison jusqu'à un certain point de ne pas être content du peu de résultat obtenu en 1859, après la signature de la convention avec le Prince Couza.

(2) Dans une lettre ultérieure la correspondante de de Lalande n'hésite point à qualifier Kossuth de «grand farceur.» Voir la lettre du 17 décembre 1860 (XX).

en première ligne sur le mouvement hongrois projeté en 1859. Il n'est pourtant pas exact que la France et l'Italie se fussent à cette date complètement désintéressées du succès des entreprises des Klapka et des Kossuth en Hongrie. Victor Place et de Lalande, pour la France, et le consul général Strambio pour l'Italie continuent à agir, auprès du Prince Couza, dans la direction donnée en 1859.

Cependant l'affaire n'avançait guère, parce que le Prince Couza, comme aussi les Hongrois, manquaient d'armes. La correspondante avait raison de dire à de Lalande, qu'il faut avant tout trouver des armes... «*des armes, voilà ce qu'il faut.*»

Du même avis était de Lalande. Le retard mis à en expédier d'Italie, le mauvais choix que Kossuth ou Klapka faisait d'hommes chargés de surveiller en Moldavie l'importation de ces armes, iritaient de Lalande, Place et plus encore le Prince Couza, qui commençait à comprendre qu'il se mettrait l'Autriche gratuitement sur les bras, sans aucun profit pour le pays. Il voyait l'incapacité des organisateurs du mouvement en Roumanie et surtout l'incapacité des Hongrois émigrés à garder *le secret sur le mouvement*. Puis ni Klapka, ni Kossuth, ni Teleky, ne se hâtaient de préparer les Roumains de la Transylvanie à voir de bon œil l'alliance des Roumains des Principautés-Unies à la Hongrie. De Lalande écrivait aux émigrés qu'il y avait urgence *à assurer les Roumains de la Transylvanie sur leur sort, conformément à la 2-e convention avec Couza*. Dans une lettre à sa chère correspondante, de Lalande lui fait un tableau affligeant de la haine croissante entre les Roumains d'au-delà des Carpathes et les Hongrois. «Le récit—lui répond-elle—que vous m'en faites, est «hideux. *Cette haine des Valaques et des Saxons n'est guère de bon «augure et* le cancan que vous décrivez me dégoûte. **Ce n'est pas «avec des czardas qu'on sauve la patrie.**»

De Lalande désapprouvait la conduite des chefs hongrois et se montrait satisfait de ce qu'on disait, de ce qu'on projetait à la Cour de Iassy. La lettre de la comtesse Teleki prend note de ces informations. Elle lui répond que ce qu'il lui a écrit sur la Moldavie, «*est ce qu'il y «a de plus consolant.* Couza entend bien ce qu'il fait en se prêtant à la «Hongrie et c'est très heureux qu'il ait M. Place auprès de lui. *Sur- «tout il a mille fois raison de se refuser à toute entente avec Kos-*

«*suth. En s'attachant au général Klapka, cela pourra nous sauver* «*et nous sera presque aussi utile que les fusils et les munitions.*»

La comtesse Teleki ajoute dans sa lettre à de Lalande qu'elle a communiqué au général (Klapka) tout ce que son ami lui avait écrit sur la Hongrie et la Transylvanie; «sur le Prince (Couza) j'ai été parfaitement discrète; je n'ai pas même fait d'allusion ni aux fusils, ni aux autres préparatifs. Je lui ait seulement dit la résolution du Prince de ne traiter qu'avec lui (Klapka) et de là j'ai continué, pour le pousser à l'action et surtout à avoir foi en lui-même et à agir *sans compter sur qui que ce soit.* Je sais que sur ce point il fait les déclarations les plus énergiques. Pourvu qu'il ne se dédise pas. Alors je croirai à *l'avenir*; mais je pense qu'il serait bien important que vous le vissiez.» L'énergique politicienne ajoute que de Lalande n'aura pas pour cela besoin de se rendre à Paris, vu que le général Klapka, «*vient de quitter la France pour se rendre à Naples; de là, plus que probable, il ira dans les Principautés.* On m'a confié ceci dans le dernier secret, et je vous le répète de même, car ce voyage sera *incognito*, **s'il se peut qu'un Hongrois garde un secret!**»

De la lettre que j'analyse il résulte, une fois de plus, que de Lalande était bien désillusionné relativement à la Hongrie et à ses hommes. Il en avait fait un tableau peu rassurant à la comtesse Teleki. Il déclare n'avoir trouvé à Pesth même qu'*immoralité, babil, légèreté, ignorance* «ce qui ne promet rien de bon pour l'avenir.» La comtesse est tentée cependant de croire que, malgré tout cela, «la Hongrie sera sauvée, peut-être par des raisons qui lui sont étrangères: la *question de Venise, les difficultés financières de l'Autriche*, **surtout par les nécessités d'avenir des Valaques**, mais non par elle-même.

La correspondante de de Lalande avait raison: les Valaques étaient les seuls qui, par *nécessité d'avenir*, eussent pu sauver la Hongrie dès l'an 1860, mais il eut fallu pour cela une *autre manière d'agir, plus de sincerité* que n'ont mis à l'œuvre les Klapka, Kossuth, etc. Nous le démontrerons plus loin.

Le lecteur trouvera aux annexes, des informations sur les événements d'Italie, qui ne manqueront pas de l'intéresser. Suivent des appréciations très curieuses sur des grandes dames de la Hongrie. La comtesse Bethlem *est le seul homme* sérieux de la Transylvanie.

La comtesse Bornemisza est d'une bonté foncière, d'après de Lalande. La correspondante n'en veut rien croire . . .

Le reste de la lettre est trop intime. Nous y voyons seulement qu'à la date de la lettre, Türr se trouvait à Naples (1).

III

Entre la lettre que nous venons d'analyser et une seconde de la même personne à de Lalande, nous devons faire place à quelques lettres du général Klapka adressées au même personnage, propres à mieux faire comprendre aux lecteurs le cours des événements dans les Principautés-Unies, en relation avec le mouvement révolutionnaire projeté en Hongrie.

Une première lettre signée *Corn* est datée de Turin du 17 Septembre 1860.

Corn n'est autre que Klapka. La chose est certaine, car non seulement toutes les lettres signées *Corn* sont de la même main que celle signée en toutes lettres *Klapka*, mais de plus, dans celle datée du 25 octobre 1860, le général Klapka dit à de Lalande: *Ecrivez-moi, cher ami, à Constantinople, sous l'adresse de l'ambassade sarde pour Corn* (2)».

Donc, sous le pseudonyme de *Corn*, le général Klapka écrit à la date du 17 septembre 1860 à de Lalande pour lui recommander le porteur de la lettre comme une personne en laquelle il doit avoir pleine et entière confiance.

Klapka invite de Lalande à présenter cette même personne à Victor Place. Il s'agit de l'envoi et du dépôt du «*même article*», écrit Klapka, que celui dont vous vous êtes occupé l'année dernière. Cet *article*, ce sont des armes. Klapka ajoute que c'est *l'article qui nous est le plus nécessaire pour nos entreprises commerciales et industrielles. Secret le plus absolu.*»

L'individu chargé de porter la lettre à de Lalande a reçu de Klapka la mission de surveiller les dépôts et les transports «de *l'article en*

(1) Voir lettre No. XIV.
(2) Voir doc. No. XXV.

question.» Le dépôt et le transport devra se faire de la même manière que l'année dernière, ajoute Klapka en *post-scriptum.* Il termine ainsi: «Je prie M. P...... (Place) de prévenir et de bien disposer la même personne (Couza) qui nous a tant de fois déjà montré son bon vouloir et qui tout récemment encore nous a promis sa protection.»

Klapka annonce de plus, à de Lalande, l'arrivée dans la Principauté de M. D...... «avec lequel vous avez fait le voyage de Bucarest à Turin.»

Quel est ce M. D....? Est-ce Dembinski?

Dix jours après, Klapka n'était plus à Turin mais à Genève, d'où, le 27 septembre 1860, il écrivait une nouvelle lettre à de Lalande. Le général informe l'émissaire français que «quoique notre travail puisse paraître lent au premier abord, nous marchons et nous marchons d'un pas sûr.»

Klapka répondait ainsi aux accusations d'inactivité et de lenteur qui lui revenaient des Principautés et même de Paris et de Turin. Le général ajoutait, pour excuser sa lenteur, que «ce n'est pas par des précipitations toujours intempestives, mais bien par un calcul adapté aux circonstances, longuement mûri et au moment voulu mis en œuvre avec vigueur et hardiesse, qu'on assure au lieu de compromettre l'avenir.»

Klapka trouve utile dans la même lettre de conseiller à de Lalande et aux siens, résidant dans les Principautés «d'agir avec une excessive prudence, soit en parole soit en écrit. «*Ne vous fiez*, par amour de Dieu, *à personne.* Ne prononcez et n'écrivez jamais les noms de qui que ce soit; vous les exposeriez aux plus grands dangers. Vous êtes surveillé, épié; vous ne pouvez pas faire un pas sans qu'on en ait connaissance. Que tout ce que vous ferez désormais, soit donc fait de vive voix. Vos lettres à moi, jamais confiées à la poste autrichienne. Enfin vos relations avec le pays (la Hongrie) réduites au plus strict nécessaire.»

Klapka eut mieux fait de donner de pareils conseils à ses collègues d'émigration, tous plus fanfarons les uns que les autres, et ne pouvant, de l'aveu de M-me la comtesse Teleki et de Lalande, garder un secret. Il y en avait qui proclamaient comme chose déjà réalisée l'insurrection de la Hongrie (1).

(1) Voir plus loin la lettre de Lalande à Karacsay, du 31 Oct. 1860 (No. XII).

Klapka demande, de plus, à de Lalande de ne jamais parler des dissidences qui de temps en temps séparent ses vues de celles de *Ladislas*; «le moment exige impérieusement une entente parfaite.»

Ladislas c'est Kossuth et non Ladislas Teleki.

Il est vrai que Teleki et Klapka furent les deux négociateurs des deux premières conventions avec Couza, mais ici il est question de Kossuth qui, à plusieurs reprises, eut à reprocher à Klapka des vues contraires aux siennes.

Notre assertion est, d'ailleurs, confirmée par quelques lignes de la même lettre. Recommandant à de Lalande de ne pas être trop ouvert avec M.... (Morin?) qu'il lui présente et qu'il a chargé «de contrôler *les marchandises et les articles arrivés à Galatz*, le général a bien soin de dire à de Lalande de se tenir sur ses gardes, car son recommandé, tout en étant un homme de toute confiance, aussi énergique que loyal, est tout de même «*un chaud partisan de Louis (Kossuth), je vous en avertis.*»

Klapka d'ailleurs ne cachait pas son intention de travailler de sa propre autorité à l'insurrection de la Hongrie. Il affirme que sa «*sphère d'action du côté des Principautés* **m'est tout à fait personnelle.**»

Des mémoires de Kossuth il résulte qu'en effet (nous l'avons déjà dit plus haut) le prince Couza était peu porté à écouter les conseils du gouverneur hongrois de 1848 et qu'il préférait s'entendre avec Klapka.

Y avait-il entente parfaite entre le général et Kossuth? La correspondante de Lalande parle dans plusieurs de ses lettres de dissensions existant parmi les émigrés hongrois séjournant en Italie.

Le général annonce à de Lalande en terminant sa lettre que «*quand le moment sera venu, je serai dans les Principautés, pendant que les autres agiront en Italie.*»

V

Un événement survint vers la même époque: la visite du Prince Couza à Constantinople. Il partit le 19 septembre 1860.

Cette visite au *Suzerain*, longtemps refusée par Alexandre Jean I-er, est diversement commentée dans les différents camps politiques.

L'affaire de l'alliance du Prince Couza avec les émigrés hongrois paraît ici un moment menacée d'être rompue. Le personnage bien connu Karacsay écrivait en effet de Constantinople, le 21 octobre 1860, à de Lalande: «Concernant l'affaire, je n'ai que des choses désagréables à vous communiquer. Pendant le séjour du Prince ici, j'ai remarqué qu'on n'avait pas envie de me voir, par conséquent j'ai fait semblant de n'en avoir non plus; *ainsi je ne l'ai pas vu* ni personne de sa suite, excepté le *chargé d'affaires M. Negri*. Mais imaginez mon étonement quand le général D.... (Dembinski?) m'a communiqué, qu'ayant eu une conversation avec ce dernier au sujet de nos affaires, il affectait de l'ignorer d'abord; ensuite, s'expliquant plus clairement au nom de son maître, il a décliné toute participation à la réception du prochain transport (de fusils), disant qu'ils ne voudraient pas s'embrouiller dans cette affaire. D'après les antécédents, je trouve cette réponse plus que drôle.» (Document No. 5.)

Negri ne pouvait ignorer les conventions signées par Couza et les Hongrois, mais la manière d'agir de ces messieurs avait irrité et légitimement irrité le Prince Couza et les personnes connaissant l'affaire. C'est ce qui ressort clairement de la réponse que fait de Lalande au comte Karacsay, à la date du 21 octobre 1860. L'ingénieur français lui dit:

Ce 21 octobre 1860.

Monsieur le Comte,

Je ne suis nullement étonné de la réponse de M. Negri au général D..... Ce qui m'étonne, c'est que le général D...., au lieu de s'adresser à M. Negri, ne se soit pas adressé au Prince: on aurait pu savoir alors quelque chose de positif.

Je suis très peiné de la tournure que l'on donne à toute cette affaire. Si l'on continue d'agir ainsi, il est *évident pour moi qu'elle avortera.*

Comment? On envoie des armes et ni M. P.... (Place) ni M. Strambio n'en sont prévenus par leurs gouvernements? L'envoi de ces armes est un bruit public à Galatz et ceux-là seuls qui ont intérêt à le savoir n'en savent rien?

On envoie des armes, on dit: *emmagasinez-les*, etc.

Nous, Hongrois, nous nommons un gardien. Et on ne demande même pas l'assentiment du Prince!

On envoie un agent (ayant plutôt l'air d'un domestique de bas étage que de tout autre chose), parlant à peine le français, ne sachant pas le roumain et

on l'envoie sans argent, de telle sorte que pour venir à Iassy il est obligé d'emprunter quelques livres à M. Strambio.

Le général m'écrit: ‹Prudence, silence, vous êtes espionné, etc... J'ai 34 ans (*indéchif.*)... On m'écrit «prudence› et le général m'expédie une dépêche télégraphique qu'il signe *Corn*...

Les gens prudents, où sont-ils?

Sont-ils ceux qui font en sorte que l'annonce de ces armes est un fait notoire à Galatz?

Joue-t-on la comédie, ou veut-on agir sérieusement? Si l'on veut agir sérieusement, j'en suis; si non, je me retire.

Cette incontinence de langue peut avoir les plus fâcheux résultats. *Le gouvernement autrichien fait tous les jours des plaintes au Ministre du Prince, sur la trop grande protection qu'il donne aux Hongrois.* Que le Consul d'Autriche tienne pour certaine l'arrivée et la destination de ces armes, il s'en plaindra. Le Prince, s'il ne veut avoir l'Autriche sur les bras, se trouvera dans la nécessité de sévir et il sévira!

«Voilà la position vraie, agissez en conséquence.

«Salut amical de votre dévoué,

De Lalande

«*P. S.* J'espère par le prochain courrier recevoir de vous un mot me disant ce que l'on compte et veut faire, car j'ignore tout.»

De Lalande ne dit rien dans sa lettre pour expliquer les motifs qui ont engagé Couza à faire son voyage à Constantinople. Place donne aux émigrés hongrois la véritable explication de cet évènement. Ce n'est pas sous l'influence anglaise, dit l'agent de France, que le Prince a fait sa visite au Sultan. C'est lui, Place, qui a décidé ce voyage dans l'intérêt de la politique française. Le Prince a semblé se tourner du côté de l'Autriche. «Ne vous en inquiétez pas, écrit à son tour de Lalande à Klapka (voir la lettre XVIII aux annexes); c'est encore une manœuvre pour avoir plus de liberté d'action».

La vérité est que les Hongrois avaient commis fautes sur fautes, comme de Lalande le fait voir dans la lettre à Karacsay. Au moment où le zèle de Napoléon III pour la Hongrie lui paraissait singulièrement refroidi; alors que l'Autriche, à la suite des indiscrétions des émigrés, commençait à faire des remontrances aux ministres roumains pour la protection qu'ils accordaient aux Hongrois et que, d'un autre côté, cette même Autriche faisait assaut de politesse à Couza et le comblaît de bons procédés dans l'intention de le détacher de la politique française, la manœuvre politique de Place était bien faite pour dé-

router l'Autriche. Le Prince Couza se rendant à Constantinople avait l'air de céder aux conseils de l'Autriche, alors qu'il suivait les conseils de la France. Le gouvernement de Vienne ordonnait, à la suite, à ses agents de Iassy et de Bucarest, d'applaudir à toute espèce de politique du Prince *s'il consent à marcher avec l'Autriche dans la question transylvaine* (1).

L'Autriche était donc satisfaite du voyage du Prince Couza à Constantinople. La France n'en était pas moins satisfaite, sachant que c'était elle qui l'avait décidé. Le Prince recouvrait ainsi un peu de liberté de mouvement dans l'affaire des dépôts d'armes, affaire presque compromise par la conduite des émissaires hongrois. Couza peut ainsi rester fidèle aux engagements pris vis-à-vis des Hongrois.

Cependant cette fidélité ne devait point être de longue durée. Elle devait prendre fin le jour où le Prince Couza eut en mains la preuve des véritables sentiments et des intentions peu amicales des Hongrois à l'égard des Roumains de la Transylvanie et du Banat et surtout à l'égard de la Roumanie.

Ce sera la dernière phase de l'alliance du Prince Couza avec les émigrés Hongrois.

VI.

Kossuth et les siens, après *Villa-Franca*, après ce que le gouverneur hongrois de 1848 appelle «*la catastrophe*», ne pouvaient plus compter sur leur armée d'Italie, mais ils espéraient encore des résultats de celle que Klapka devait organiser en Roumanie. Sur l'entrefaite, les *concessions* de l'Autriche aux Hongrois viennent enlever aux émigrés ce dernier espoir.

Klapka parle à de Lalande de ces *concessions*. Le général affirme cependant que «les dernières concessions ne changent en rien la situation. *La Hongrie ne veut plus du joug autrichien;* elle ne veut plus verser son sang contre ses frères en Italie, au profit de ses bourreaux.» La lettre engage de Lalande à beaucoup de prudence: «N'é-

(1) Voir aux annexes la lettre de Lalande au général Klapka. L'Autriche négociait à la même époque un rapprochement des Hongrois. C'est le moment où elle espérait pacifier la Hongrie par ses fameuses concessions qui devaient aboutir au dualisme.

veillons pas les soupçons des nombreux agents qui parcourent les Principautés.»

Les événements devenant urgents, par le fait des *concessions* du gouvernement de Vienne, Klapka qui ne devait venir dans les Principautés que cinq mois plus tard, se décide à aller à Iassy sans retard. Aussi avertit-il de Lalande qu'il arrivera lui aussi quelques semaines plus tard que Zglinicki. «Il faut que personne ne le sâche. Vous me préparerez avec Z. un logement à Iassy (1).«

C'est à propos de ces *concessions* que la correspondante anonyme de Lalande écrit, elle aussi, le 8 novembre 1860, de Bologne:

«*Les concessions en Hongrie?* Non! il ne paraît pas que cela presse, «mais pourtant l'influence de *certaines personnes* pourrait bien s'en «augmenter et devenir même fort dangereuse. En tout cas, pour «maintenir l'unité d'action et de but dans le pays je pense, qu'il «deviendra plus nécessaire qu'auparavant de ménager l'aristocratie «hongroise et ceux auxquels elle peut croire (2).»

Ménager l'aristocratie!

C'était chose à peu près inutile. Celle qui était restée en Hongrie après 1848, se rapprochait de jour en jour de l'Autriche. Villa-Franca n'était pas de nature à l'en éloigner. Puis elle n'ignorait pas la valeur de ses frères émigrés, des chefs de 1848.

Leur valeur! Lisez plutôt ce qu'en pensait, au 17 Décembre 1860, l'auteur anonyme des lettres à de Lalande:

. . . La lettre . . . écrite dans un de ses plus mauvais moments, notre ami (Klapka) s'y montre d'un ridicule complet. Après les tristes expériences de Gènes, je ne comprends réellement pas qu'il ait encore la naïveté de se fier *au grand farceur* (Kossuth) et à mon illustre cousin. Je sais même que lors de son passage à Turin, le mois passé, il a

(1) Klapka avait tout d'abord promis d'être dans les Principautés au mois de Mars de l'année prochaine 1861. Jusqu'alors il aura soin d'envoyer auprès de de Lalande un ou même deux de ses amis, «qui vous seront et à M. P. (Place) recommandés par lettres spéciales. Ces deux personnes devront représenter les émigrés et spécialement le général Klapka et coopérer au but commun. Ce seront eux qui auront à traiter les questions importantes.

Un mois après, Klapka est à Paris. C'est de là qu'il écrit à de Lalande (le 25 Oct. 1860) pour lui recommander Zglinicki qui est chargé d'une nouvelle mission. Klapka (qui cette fois signe la lettre de son propre nom) demande à de Lalande d'être «utile à Zglinicki et de se mettre d'accord avec lui sur toutes les questions.»

(2) (Voir Doc. XX.

eu une preuve qui aurait suffi à tout autre, *qu'on n'est guère plus loyal aujourd'hui qu'auparavant, et qu'il n'y a pas d'alliance sincère possible* . . . . Dans ma profonde défiance de tous les exilés de tous les pays, je me demande, si celui-là (Klapka), le seul que j'estime encore politiquement, est réellement assez supérieur à tous ses semblables, pour que le sort d'un pays puisse être confié entre ses mains, s'il ne serait pas mieux que la Hongrie marchât *seule*, ne se fiant qu'aux hommes qui sont restés dans l'intérieur pendant les derniers douze ans? . . . . Je retrouve (à Palerme, en Italie) mes anciens amis d'exil, individus les plus honorables comme caractères privés, mais à l'*œuvre* je vois *qu'ils sont d'une petitesse et d'une nullité déplorables.* N'en sera-t-il pas de même en Hongrie si on n'appelle pas au pouvoir un élément nouveau? Et cela avec des conséquences bien plus funestes, puisque la Hongrie devrait entraîner avec *elle toutes les nationalités entre les Balkans et les Carpathes*. . . . Enfin je veux toujours espérer. Si la Hongrie mérite d'être sauvée, des hommes politiques se trouveront, assez forts pour ne pas se laisser *remorquer ni par le grand farceur Kossuth ni par mon illustre cousin (Ladislas Teleki?) dictant leurs ukases de l'étranger*» et comme leur bras (G. Klapka) pourra encore rendre des immenses services dans une insurrection armée. *Mais aura-t-elle lieu?*»

L'auteur de la lettre croit bien peu elle aussi dans la réussite d'une insurrection, surtout après la promulgation des *concessions*. L'insurrection ne pourrait réussir en Hongrie que si l'Italie recommençait la guerre contre l'Autriche. Mais l'Italie sera difficilement prête pour le printemps. Puis la présence *inconcevable de la flotte française à Gaëte n'est point de nature à engager légèrement l'Italie dans une nouvelle guerre.*

L'écrivain anonyme de la lettre datée de Palerme renouvelle plus loin son aversion pour les émigrés: «*Je veux avoir affaire le moins possible avec les émigrés.*» Elle conseille à de Lalande de ne point se laisser enchaîner «*par les Karacsay et les Morin*.» Il paraît qu'à cette date de Lalande était un peu délaissé par les chefs hongrois. La tournure de la politique française leur avait rendu tant soit peu suspects de Lalande et même l'agent consulaire français de Iassy, Victor Place. C'est ce qui fait dire à la correspondante: «Nous pourrons savoir par une triste expérience combien les plus candides des Hongrois sont toujours disposés à soupçonner à tort et à se défier de leurs

meilleurs amis, tout en se confiant, tête baissée, à tels autres qui ne le méritent guère. Singulier peuple, s'il en fut jamais!»

Alors qu'une Hongroise même parle en ces termes de ses compatriotes, le Prince Couza pouvait-il continuer de faire honneur à sa signature, aux conventions avec les Klapka et les Telcki?

Les documents qu'il nous reste à analyser répondront d'une manière péremptoire à notre question.

Mais avant d'étudier nos documents, examinons un peu quelle était la situation faite aux Principautés, à la fin de l'année 1860, par les agissements peu corrects des Klapka et des siens en Moldavie.

De Lalande avait déjà formulé dans une de ses lettres (celle à Karacsay), les motifs de mécontentement du Prince Couza vis-à-vis des émigrés hongrois. La lettre de Lalande n'empêcha guère les émigrés d'agir en Moldavie comme dans un pays à eux. C'était depuis quelques mois une procession *ostensible*, à travers la Moldavie, de Hongrois et de Polonais se rendant à Galatz, dans l'intention de s'embarquer pour aller prendre du service dans la légion hongroise en Italie.

Il était impossible, dans de telles conditions, que M. Gödel Lannoy, l'agent et consul autrichien de Iassy, n'en eût connaissance. Aussi s'empressa-t-il d'adresser au Président du conseil moldave, Kogalniceano, la note suivante:

Iassy, 19 Octobre 1860.

«*Monsieur le Président,*

«Le gouvernement Impérial a été informé de l'assistance que les autorités moldo-valaques donnent aux émigrés hongrois qui, traversant en nombre toujours croissant les Principautés, se rendent à Galatz où ils sont embarqués pour l'Italie dans le but d'en former une légion, destinée à révolutionner la Hongrie.

Comme dans ce cas l'attitude prise par les autorités locales est contraire aux droits et devoirs internationaux et comme le gouvernement impérial ne saurait la passer sous silence, le consul impérial de Galatz a été chargé de faire au Préfet de cette ville les représentations les plus vives contre les facilités accordées à une entreprise attentatoire à la sûreté et tranquillité de la monarchie autrichienne et d'insister énergiquement, pour que de telles menées ne soient plus tolérées sur le territoire moldave.

C'est par ces raisons que le gouvernement impérial a également chargé le soussigné de porter plainte au gouvernement central de Moldavie contre

un tel état de choses et de protester formellement contre toute connivence en faveur des individus sus-mentionnés.

S'acquittant ainsi de l'ordre reçu, le soussigné a l'honneur de renouveler à Monsieur le Président du Conseil des Ministres les assurances de sa considération la plus distinguée.

L'agent et Consul général d'Autriche
(signé) **Gödel Lannoy.**

Kogalniceano s'empressa de répondre à l'agent autrichien:

Principautés-Unies *Le 18/30 Octobre 1860. Jassy.*

Le Président du Conseil des Ministres
de la Moldavie.

No. 233.

«*Monsieur le Baron,*

«J'ai reçu la communication que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser le 19 du courant et par laquelle les autorités moldaves sont accusées de donner leur assistance à des Hongrois qui, se rendant à Galatz, y seraient embarqués pour l'Italie dans le but d'en former une légion destinée à révolutionner la Hongrie.

«En réponse à cette communication, je ne saurais m'empêcher, Monsieur le Baron, de rappeler ici que le gouvernement des Principautés-Unies a donné à l'Autriche, en maintes occasions, la preuve de la ferme résolution qu'il a prise de ne point intervenir dans des questions étrangères; que les Principautés-Unies se sont constamment efforcées d'entretenir les précieuses relations de bon voisinage avec les États de l'Empire; que toutes les demandes ainsi que les intérêts légitimes de l'Autriche ont été de tout temps pris en sérieuse considération par les autorités Roumaines et que tels sont enfin les principes généraux, qui ont toujours été et seront aussi dans l'avenir la règle de notre attitude vis-à-vis du gouvernement Impérial et Royal.

«Pour ce qui concerne la question relative au passage des Hongrois, non seulement je me fais un devoir de vous déclarer que le gouvernement ignore complètement le fait, mais, à mon grand regret, je me vois obligé de protester contre l'imputation de connivence élevée à la charge des autorités moldaves.

«Il n'est pas impossible que, dans le grand nombre des étrangers qui fréquentent les ports du littoral du Danube roumain et qui s'embarquent à diverses destinations, il se trouve aussi des Hongrois; mais ceci ne veut pas dire que le gouvernement favorise leur passage. Si des facilités leur sont faites, si le gouvernement lui-même trouve des difficultés à s'y opposer, il faut s'en prendre à la juridiction consulaire qui paralyse l'action de nos autorités et entrave principalement les mesures de police générale.

«Entre l'Autriche et les Principautés-Unies il existe une Convention pour l'extradition des déserteurs et des criminels de diverses catégories déterminées. Notre gouvernement a de tout temps rempli religieusement les devoirs que lui impose cette Convention. Il l'appliquera aussi dans la circonstance présente, en tant qu'il pourra le faire sans violer le principe respecté de tout temps, celui de *non-extradition* des réfugiés politiques. Si, en vue de ce principe consacré, le gouvernement de S. A. ne peut refuser le passage à ceux des Hongrois qui ne rentrent pas dans les catégories spécifiées par le Cartel, il n'en sent pas moins lui-même la nécessité de ne point tolérer leur concentration dans les Principautés-Unies; aussi je vous prie d'être assuré que le gouvernement a donné les ordres les plus sévères de leur faire quitter le territoire, dès les premiers symptômes d'une pareille concentration.

En terminant, je citerai un fait qui vous prouvera, Monsieur le Baron, la vigilance du gouvernement, toujours active, toujours prompte à prévenir ce qui pourrait conduire à des complications fâcheuses.

Me trouvant tout dernièrement à Galatz, j'aperçus dans le port quelques étrangers en costume hongrois; j'ai appelé à moi l'un de ces individus et après lui avoir recommandé de continuer au plus tôt son voyage, j'ai donné les ordres les plus positifs au Préfet d'avoir l'œil sur ces gens, d'empêcher tout comité, toute agglomération, et de me prévenir de tout ce qui pourrait survenir dans la suite de la part des réfugiés hongrois. Ceci, le gouvernement l'a fait avant de recevoir aucun avis de la part des consulats d'Autriche; aujourd'hui, en présence de la communication formelle qui lui est adressée, il ne peut que redoubler de vigilance et d'énergie dans l'intérêt de la conservation des bons rapports que le gouvernement de S. A. a tant à cœur de maintenir et d'étendre de plus en plus entre les Principautés-Unies et l'empire d'Autriche. Les ordres les plus positifs ont été donnés à cet effet aux Préfets de Fokschani, de Bacau et de Galatz, et j'ai tout lieu de vous garantir que ces ordres seront textuellement exécutés.

J'aime à croire, Monsieur le Baron, que ces assurances solennelles, données par le gouvernement, seront suffisantes pour dissiper tous les doutes et toute incertitude dans l'affaire dont il s'agit.

Veuillez, Monsieur le Baron, agréer à cette occasion les assurances de ma considération la plus distinguée.

Le Président du Conseil des Ministres
(signé) **M. Kogalniceano.»**

Kogalniceano ne se bornait pas à cette réponse diplomatique; il écrivait de plus à son collègue du ministère de l'intérieur pour l'engager à donner ses ordres au Préfet de Galatz, dans le but d'em-

pêcher l'embarquement dans ce port des Hongrois sans passeports en règle (1).

Le Prince Couza était à Bucarest au moment où Kogalniceano remettait cette note à Gödel Lannoy. Le premier ministre Moldave doit avoir fait du même coup sentir à Couza le danger qu'il y avait pour le pays du fait des agissements sans réserves des émigrés hongrois. Le Prince se vit dans la nécessité d'envoyer à son Président de cabinet de Iassy le télégramme suivant:

Télégramme

Bucarest / Iassy } *23 Octobre 1860.*

Monsieur Kogalniceano, Ministre de l'Intérieur et Président du Conseil des Ministres. Iassy.

«Quand j'ai reçus votre dépêche au sujet des Hongrois, le Préfet de Galatz était présent.

Il a protesté positivement contre l'existence de Comités d'aucune nature à ce sujet. Tout en n'ayant point le droit d'en douter, Je vous engage toutefois à vous en assurer en envoyant secrètement un homme de confiance pour s'enquérir de tout sans bruit. Quant au passage des Hongrois par les Principautés-Unies et leur départ pour l'Italie avec passeports Roumains et Sardes, le Préfet m'a également assuré que les cas étaient rares, mais nous en causerons plus au long à ma prochaine arrivée parmi vous. Dans tous les cas, je

---

(1) Voici cet ordre:

Iassy, 17 Oct. 1860.

Preşedintele Cons. Miniştrilor
No. 232.

Domnule Ministru,

Am onórea a vě transmite, pe lângă acéstă, traducere de pe nota cu data din 19 Octombrie st. n., ce mi-a adresat Domnul Agent şi General-Consul al Austrieĭ în Moldova, pentru emigraţiĭ Ungurĭ ce d-luĭ presupunea că ar fi trecênd prin Galaţĭ spre a se ambarca pentru Italia, rugându-vě ca din îndată să luaţĭ positive informaţiĭ întru acésta, şi să daţĭ ordinele cuvenite domnuluĭ Prefect de Galaţĭ pentru oprirea trecereĭ unor aseminea emigraţĭ, carĭ nu vor avea pasporturĭ în regulă; iar relaţiile ce veţĭ căpăta spre acest finit, să mi le comunicaţĭ neîntârdiat.

«Bine-voiţĭ, vě rog, Domnule Ministru, etc.

vous autorise, Monsieur le Ministre, à prendre toutes les mesures que vous croirez à ce sujet, car je veux l'ordre et la prudence chez nous en tout et partout, sans quoi point de prospérité et de progrès pour nous. Une fois pour toutes, je vous donne toute latitude pour faire respecter la légalité et maintenir par tous les moyens les bons rapports avec tous nos voisins et surtout avec l'Autriche qui, après le fait de la reconnaissance de l'ordre actuel chez nous, nous a toujours appuyé de toutes les manières, partout, par ses agents, ambassadeurs et tous ses employés en général, tant chez nous, à Constantinople qu'ailleurs, et nous aide ainsi à nous consolider. Le Comte Ludolf, que j'ai connu à Constantinople, aplanit pour nous bien des difficultés.

Le Prince Régnant.

Le lecteur observera dans nos documents que Kogalniceano, tout en ayant l'air de rendre justice aux prétentions de l'Autriche, *refusait l'extradition des Hongrois*, motivant son refus sur ce que le *cartel* d'extradition, conclu par les Principautés avec l'Autriche, n'avait pas prévu l'extradition de la catégorie de refugiés à laquelle appartenaient ceux qui essayaient de se rendre en Italie en traversant la Moldavie.

No. 236. *Jassy, le 23 Octobre 1860.*

Monsieur le Baron,

«A la suite de l'explication que j'ai eu l'honneur d'avoir avec vous et pour compléter ma communication du 18 (30) Octobre au sujet des Hongrois qui passent par la Moldavie, je m'empresse de vous informer que le gouvernement n'entend nullement faire de distinction de nationalité dans l'application des mesures stipulées par le cartel d'extradition conclu avec le gouvernement IL. et RL. Il s'ensuit que, du moment que les Hongrois passant par le territoire des Principautés-Unies se trouveraient appartenir aux catégories *spécifiées par le sus-dit acte*, les mesures qui y sont prévues leur seraient également appliquées.

Je saisis cette occasion pour vous renouveler, etc.

Le Président du Conseil des Ministres.

A Monsieur
le Baron Gödel Lannoy, etc. etc.

Kogalniceano lutta énergiquement pour empêcher l'extradition des Hongrois, tout en démontrant au Prince Couza, que dans la situation politique actuelle, faite par la conduite irrefléchie des

émigrés hongrois, l'alliance des Principautés avec ces Messieurs devenait un danger sérieux pour l'existence du pays.

Mais c'est surtout au mois de Décembre 1860 que l'affaire prend une tournure bien plus menaçante.

Après avoir perdu le temps propice, les Klapka et Kossuth réussirent enfin à faire partir d'Italie deux navires sardes: *Unione* et *Matilde*, chargés d'armes destinées à être débarquées à Galatz.

Comme à l'ordinaire, l'expédition fut faite si peu secrètement, que l'Autriche en eut connaissance avant que les navires fussent arrivés à Galatz. L'agent d'Autriche se hâta de protester, demandant que le gouvernement roumain empêchât le débarquement d'armes, par ses notes du 3 et du 8 Décembre 1860.

Voici ces notes:

Iassy, 9 Décembre 1860.

«*Monsieur le Ministre,*

Le gouvernement impérial a été informé que les navires sardes Unione» et «Matilde arrivés dernièrement dans les environs de Galatz, y ont débarqué, sous la sauvegarde et avec la coopération des autorités moldaves, une quantité considérable d'armes.

Il résulte de la qualité de ces armes qu'elles ne forment point l'objet d'un commerce régulier et licite, tel qu'il est pratiqué et permis dans les ports des Principautés-Unies, mais qu'elles se composent entièrement des pièces appartenant à la catégorie de la contrebande de guerre.

«Le gouvernement impérial étant, en outre, informé que les armes débarquées aux environs de Galatz sont destinées à être clandestinement introduites en Hongrie, a chargé le soussigné de protester de la manière la plus solennelle contre un acte qui constitue une violation flagrante du droit international et qui est contraire à tous les procédés des gouvernements amis ou neutres.

«En protestant, en conformité de cet ordre, hautement et formellement, contre l'admission des armes en question dans les échelles des Principautés, le soussigné prie Monsieur le Ministre des affaires étrangères de porter, aussitôt que possible, la présente protestation à la connaissance de Son Altesse Sérénissime le Prince Régnant.

«Il saisit en même temps l'occasion de renouveler à Monsieur de Jora les assurances de sa considération très distinguée.

L'agent et Consul Général d'Autriche.
(signé) **Gödel Lannoy.**

Jassy, le 8 Décembre 1860.

Monsieur le Ministre,

Se référant à sa note du 3 courant, le soussigné a l'honneur d'informer Monsieur le Ministre des affaires étrangères, que d'après des nouveaux rapports parvenus au gouvernement impérial, les bâtiment sardes «Unione» et «Matilde» se mirent à la voile pour le port de Galatz pour y débarquer le reste de leur cargaison composée de contrebande de guerre.

«En présence de cette circonstance, le soussigné a été chargé de solliciter le gouvernement central de Moldavie de donner incessamment les ordres les plus pressants aux autorités de Galatz pour que tout débarquement ultérieur des armes amenées par les deux navires sardes soit défendu et empêché sur le territoire de la Principauté.

«Considérant en même temps que ces armes sont destinées à révolutionner la Hongrie et qu'elles ne pourraient traverser la Principauté sans le consentement des autorités locales, le gouvernement impérial a chargé le soussigné de déclarer au gouvernement Moldave qu'il le rend responsable de toutes les conséquences qui, dans un pareil cas, en pourraient résulter.

«S'acquittant ainsi de l'ordre reçu, le soussigné a l'honneur de renouveler à Monsieur le Ministre des affaires étrangères l'expression de sa considération très distinguée.»

M. de Jora, etc.

L'agent et Consul Général d'Autriche.
(signé) **Gödel Lannoy.**

Kogalniceano en référa au Prince Couza, qui se trouvait à Bucarest. Celui-ci ne pouvait plus faire autrement que d'expédier à M. Jora, ministre des affaires étrangères à Iassy, le télégramme suivant:

Télégramme.

Bucarest / *Jassy* — *7 Décembre 1860.*

«*M. Jora, Ministre des affaires étrangères.*

Iassy.

«Si l'on était assez hardi de débarquer des armes sur le territoire roumain, j'ai donné des ordres pour qu'on les saisisse et je les placerai dans l'arsenal du pays. L'agence peut être sûre qu'elles ne sortiront pas de nos mains, et je vous charge de lui en donner l'assurance en mon nom.»

Le Prince Régnant.

Kogalniceano, de son côté, assure l'agent autrichien que si les

armes venaient à être débarquées, elles seraient saisies par le gouvernement moldave.

L'Autriche ne s'était pas contentée de protester: elle avait donné ordre au navire de guerre autrichien qui, d'après le traité de Paris, avait mission de croiser à l'embouchure du Danube, à Sulina, de se placer entre les navires sardes et le littoral roumain. Kogalniceano protesta énergiquement contre ce fait et demanda à l'agent autrichien d'aviser le commandant du navire de guerre et de le rappeler à l'ordre «et que pareille transgression ne se renouvelle plus à l'avenir.»

Voici la note de Kogalniceano à Gödel Lannoy:

Le Président du Conseil des Ministres. *Jassy, ce 2/14 Décembre 1860.*

Monsieur le Baron.

J'ai pris connaissance des deux Notes que vous avez adressées à mon collègue du département des affaires étrangères, en date du 3 et du 8 Décembre courant.

Pénétré de la gravité de la circonstance signalée dans la communication du 3, j'ai cru devoir en référer immédiatement à S. A. le Prince Régnant à Bucarest, et S. A. m'a informé aussitôt, par voie télégraphique, que ses ordres avaient été donnés au Préfet de Galatz pour que les armes en question soient saisies.

Sur la communication du 8, m'étant de nouveau adressé au Prince, Son Altesse m'a également informé qu'Elle s'était entendue à ce sujet avec M. le Baron Eder et m'a donné en même temps l'autorisation de vous assurer, Monsieur l'Agent, que le gouvernement des Principautés-Unies ne permettra en aucun cas à des armes de guerre, de quelque pays qu'elles arrivent, de traverser le territoire Roumain pour être introduites en Hongrie, ou dans toute autre province de l'Autriche.

Jaloux d'entretenir avec le gouvernement Impérial et Royal les relations de bon voisinage, auxquelles il attache le plus haut prix, le gouvernement de S. A., comme j'ai déjà eu l'occasion de vous l'affirmer, a pris pour règle invariable de sa conduite de se renfermer dans une stricte et constante neutralité et de s'abstenir de toute participation directe ou indirecte dans les affaires de la Hongrie. Quant à la sincérité de ses sentiments à l'égard de l'Autriche, il l'a prouvée dans maintes occurences, dont je ne rappelerai que quelques unes des plus récentes: ainsi lorsque vous nous signalâtes l'apparition éventuelle de Klapka dans le pays, toutes les autorités furent mises à votre disposition, soit pour constater le fait, soit pour opérer l'expulsion du général; plus tard vous reçûtes de notre part, Monsieur le Baron, tout le concours que vous pouviez

désirer dans l'affaire des Hongrois qui passaient par les Principautés pour aller former en Italie une légion destinée à révolutionner la Hongrie. Aujourd'hui enfin, sur le premier avis reçu de votre part concernant les armes dont le débarquement vous a été signalé, le gouvernement n'a pas tardé un instant à en ordonner la saisie.

En présence de ces antécédents qui sont autant de gages donnés à l'Autriche de notre politique toute de paix et de neutralité, le gouvernement de S. A. n'a pu voir sans une peine profonde la protestation formulée dans vos communications, l'accusation qu'elles portent contre lui et le cas de responsabilité qu'elle soulève sur des faits qui, jusqu'à la date de ces communications, appartenaient tout entiers au domaine des suppositions.

Notre gouvernement était fondé à espérer, de la part du gouvernement Impérial et Royal, plus de réserve dans l'emploi des démonstrations qui ne sont propres qu'à froisser les sentiments et à éveiller les susceptibilités. En tout cas, il eût été juste de ne pas nous condamner sans nous demander des explications préalables.

Avant de terminer il est de mon devoir, Monsieur le Baron, d'appeler votre attention sur un fait qui vient de m'être rapporté par la préfecture de Galatz. Le navire de guerre autrichien qui, d'après le traité de Paris, n'a qualité que pour croiser à *l'embouchure du Danube à Soulina, et cela pour assurer la liberté de navigation, s'est cru en droit de faire la police dans nos eaux—et sur un avis qui lui était parvenu au sujet de l'arrivée des navires sardes chargés d'armes, il est venu se placer entre ces navires et notre littoral*

J'espère, Monsieur le Baron, qu'il m'aura suffi de vous informer de ce fait, pour que vous vouliez bien aviser à ce que le commandant du navire soit rappelé à l'ordre et *que pareille transgression ne se renouvelle plus à l'avenir.*

Pour me résumer, Monsieur l'Agent, je suis autorisé par S. A. à vous donner toutes assurances; notre politique est de ne nous mêler nullement des affaires d'autrui, et nous ne demandons pas mieux que de voir les puissances voisines user de la même politique à l'égard des Principautés-Unies.

Veuillez, Monsieur le Baron, agréer à cette occasion, les nouvelles assurances de ma considération la plus distinguée.

Le Président du Conseil des Ministres
(signé) **M. Kogalniceano.**»

L'Autriche voyant le refus d'extradition des Hongrois promit l'amnistie à ceux qui voudraient rentrer en Transylvanie. Kogalniceano en fut averti.(1)

Iassy, le 12 Janvier 1861.

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous faire part, Monsieur le Président, qu'en vertu des ordres donnés par le gouvernement impérial, les Hongrois, saisis sans passe-

(1) Voir Doc. XXIX aux annexes.

ports sur le territoire des Principantés peuvent *impunément retourner dans leur patrie,* sauf toujours ceux qui auraient été antérieurement compromis dans l'émigration.

Il est pourtant nécessaire que les individus profitant de cette permission soient renvoyés à la frontière avec des passeports valables pour cette seule direction et que l'Agence Impériale en soit informée moyennant des listes exactes contenant les noms, prénoms et domiciles des personnes dont il s'agit.

Des mesures analogues ayant été déjà prises en Valachie, je ne doute point, Monsieur le Président, que vous voudrez bien vous y joindre aussi et faciliter ainsi le retour des émigrés hongrois dans leurs foyers.

En vous priant de me faire parvenir votre réponse, je profite de cette occasion pour vous renouveler les assurances de ma considération la plus distinguée.

L'Agent et Consul général d'Autriche
(signé) **Gödel Lannoy**

Jassy, 4/16 Janvier 1861.

«*Monsieur le Baron.*

J'ai pris connaissance de la communication que vous avez bien voulu m'adresser le 12 Janvier/31 Décembre, m'annonçant qu'en vertu des ordres donnés par le gouvernement impérial, les Hongrois entrés sans passeports dans les Principautés peuvent *impunément* retourner dans leur patrie.

Cette mesure, dictée par le sentiment d'une haute humanité, ne peut qu'exercer une influence salutaire sur la détermination de ces individus et les engager à changer leur ligne de conduite envers le gouvernement impérial.

«Le gouvernement de S. A. S. s'associe de grand cœur à l'exécution de cette mesure généreuse à laquelle il est prêt à concourir par tous les moyens en son pouvoir. Aussi me suis-je empressé de transmettre à tous les Préfets de districts les ordres nécessaires, afin qu'ils aient à délivrer *des feuilles de route* à tous les Hongrois qui *voudraient profiter de la bienveillance du gouvernement impérial pour retourner dans leurs foyers, avec la restriction prévue par votre communication.*

«Je saisis cette occasion pour vous renouveler, M. le Baron, les assurances de ma considération la plus distinguée.

Kogalniceano écrit cependant le même jour à Lannoy:

Jassy, le 4 [16] Janvier 1861.

Monsieur le Baron,

Pénétré des devoirs que lui imposent la sécurité du pays ainsi que les rapports de bon voisinage avec l'Empire d'Autriche, le gouvernement de Son

Altesse Sérénissime le Prince Alexandre Jean I a pris pour base invariable de sa politique la plus stricte neutralité. C'est cette ligne de conduite qu'il a également suivie dans la question des Hongrois qui sont tout dernièrement entrés dans les Principautés-Unies avec l'intention, nous dit-on, de nous faire participer malgré nous aux troubles de la Hongrie. Le gouvernement roumain a adopté en conséquence les mesures les plus énergiques *et les plus propres à entraver ce mouvement.* Notre frontière a été renforcée de puissantes escouades de gendarmerie qui ont été arrachées au service intérieur et de levées extraordinaires de chasseurs de montagnes, tandis que la majeure partie de nos troupes de ligne n'attendait que l'ordre de départ pour aller, s'il en était besoin, aux frontières, protéger la neutralité de notre sol.

Cependant si la vigilance doit être mesurée au péril, vous reconnaîtrez vous-même, Monsieur le Baron, et vos dernières communications en font foi, que l'on doit y être plus vivement intéréssé sur le versant occidental des Carpathes, que sur celui de l'Est. Or, il résulte des investigations des fonctionnaires supérieurs que j'ai tout dernièrement envoyés sur les lieux, et nommément le Préfet du district de Bakeou et le colonel commandant de la gendarmerie de la Haute Moldavie, que la police de la frontière en Transylvanie n'existe que de nom et que l'autorité n'y est représentée que par les agents de l'administration fiscale; et ce qu'il y a de plus incompréhensible c'est que les douaniers autrichiens ont été tout surpris de nous voir les seuls prendre des mesures de rigueur dans une question qui leur paraissait complètement inconnue.

Les effets d'une surveillance aussi illusoire de la part des autorités impériales et royales ont tout lieu de nous surprendre, lorsque le mouvement d'émigration magyare nous a été tout d'abord notifié par le gouvernement autrichien lui-même, et lorsque c'est vous, Monsieur le Baron, qui, en votre qualité de Représentant de Sa Majesté impériale et royale en Moldavie, nous avez demandé de prendre les mesures les plus énergiques pour refouler cette émigration, en nous rendant même responsables pour toute complication qui, du fait des Hongrois entrés dans les Principautés, pourrait survenir dans les Etats impériaux et royaux.

Tout en repoussant, et avec raison, les accusations de complicité et de solidarité que, sans même nous demander des explications, le gouvernement autrichien voulait faire peser sur les Principautés, nous n'avons pas hésité à remplir avec tout le zèle possible nos devoirs de bon voisinage; nous avons immédiatement mis toutes les entraves nécessaires non seulement à l'entrée, mais même au séjour des Magyars dans les Principautés, et votre loyauté bien connue, Monsieur le Baron, reconnaîtra la première que le résultat de nos efforts en a été des plus satisfaisants, car actuellement l'émigration a complètement cessé.

Mais le gouvernement de Son Altesse se croit aussi en droit de se demander jusqu'à quel point il est juste et convenable qu'il mette au règlement

de cette question une ardeur dont les autorités en Autriche paraissent avoir voulu lui laisser tout le poids et qu'il continue à s'imposer des charges en disproportion avec ses ressources et nullement exigées par ses intérêts immédiats, lorsque le gouvernement de Sa Majesté l'Empereur François Joseph semble moins soucieux d'une situation qui lui est personnelle et dont il a voulu néanmoins nous faire partager la solidarité.

Cependant, lorsque par votre note du 19 Octobre, vous attribuiez le succès de l'émigration magyare, non seulement à la complaisance, mais encore à la complicité des autorités Moldo-Valaques, le gouvernement de Son Altesse était loin de croire qu'un jour il serait presque en droit de retourner ce reproche aux autorités locales de la Transylvanie.

Il existe, comme vous le voyez, dans cette circonstance, un certain désaccord entre la sollicitude du gouvernement central d'Autriche, dont vous êtes l'Agent, et celle qui semble prévaloir au sein des autorités locales de la Transylvanie.

Le gouvernement de Son Altesse Sérénissime persistera néanmoins dans la ligne de conduite qui lui est tracée par les sentiments de loyauté et de dignité dont il a donné tant de preuves à celui de Sa Majesté impériale et royale, tout en se renfermant à l'avenir dans les limites qui lui sont tracées par ces intérêts immédiats, lesquels se bornent exclusivement à la neutralité et à la sûreté intérieure des Principautés-Unies.

Toutefois, en présence d'une pareille situation, le gouvernement de Son Altesse croit de son devoir et de son droit de protester à l'avance contre toute nouvelle réclamation de la part de l'honorable Agence impériale et royale à ce sujet, et contre une responsabilité dont le point principal devrait en toute équité porter du côté où les efforts semblent le moins en harmonie avec les circonstances.

(signé) Le Président du Conseil des Ministres
M. Kogalniceano.

Dans son interpellation du 11 Février 1886, Kogalniceano raconte mieux que je ne saurais le faire, la tournure que prit l'affaire des deux navires sardes chargés d'armes. Sur l'intervention de Sir Henri Bulver, ambassadeur de la Grande Bretagne à Constantinople, le gouvernement roumain fût obligé de restituer le second transport d'armes. (Voir Doc. XXVII) Ces armes devaient être rendues à l'Italie après avoir été confisquées par les Turcs. Dès ce moment, le gouvernement du Prince Couza, le Prince lui-même, ne pouvaient plus risquer le sort du pays en se déclarant inopportunément les alliés des émigrés hongrois, qui, par leurs fautes, avaient compromis l'affaire. Menacé à la fois par la Russie, l'Angleterre, la Turquie et l'Autriche, le Prince Couza

avait de plus entre ses mains des documents propres à le désaffectionner des Hongrois. Néanmoins ceux-ci continuent à passer la frontière transylvaine dans l'intention de traverser la Moldavie, afin de s'embarquer à Galatz pour l'Italie.

Une nouvelle série de notes fut échangée entre l'agent consulaire autrichien et le gouvernement moldave au sujet de cette nouvelle immigration en Moldavie de nombreux Hongrois de la Transylvanie et de la Hongrie. Kogalniceano refusa énergiquement toute extradition demandée par l'Autriche, qui nous le vîmes, fut obligée de promettre aux Hongrois arrivés en Moldavie, *leur pardon*, *leur assurant le retour sain et sauf en Hongrie.*

Le lecteur pourra voir dans nos annexes (Doc. XXVI--XXXII) comment Kogalniceano défendit à cette occasion les droits de l'hospitalité, aussi bien que ceux du pays, s'émouvant peu des menaces réitérées de l'Autriche.

Donnons place ici même à quelques uns de ces Documents:

Télégramme.

Bucarest }
Jassy } *17 Décembre 1860.*

«*Monsieur Jora, Ministre des affaires étrangères. — Jassy.*

«Expédiez immédiatement au Consul d'Autriche la note suivante que vous signerez, et qui est analogue à celle envoyée au Consul d'Autriche d'ici.

«*M. l'Agent et Consul Général,*

«Le gouvernement vient d'être informé qu'un certain nombre d'individus présumés Hongrois, trompant la vigilance des gardes-frontières impériaux, ont réussi ces derniers jours à passer furtivement sur notre territoire et à se répandre dans le pays. Ce fait inusité, venant coïncider avec la présence de deux navires chargés d'armes devant le port de Galatz, était de nature à réveiller l'attention du gouvernement; aussi s'est-il empressé de transmettre aussitôt, par voie télégraphique, aux autorités de notre cordon, l'ordre de redoubler de surveillance et de repousser hors de la frontière tout individu, sans distinction, qui ne serait pas porteur de papiers en règle.

«Toutefois, comme il pourrait se faire que, profitant du grand intervalle qui sépare nos piquets, d'autres individus réussissent, malgré nos ordres exprès, à pénétrer, à notre insu, dans le pays, je vous prie, M. l'Agent, conformément aux ordres de Son Altesse, de vouloir bien, de votre côté, transmettre aux autorités impériales des frontières l'avis d'exercer une surveillance analogue, qui ne pourra qu'être plus efficace en raison des forces dont elle

dispose. Je profite de cette occasion, M. l'Agent, pour vous renouveler l'assurance de ma considération très distinguée.

Le Ministre des affaires étrangères, etc., etc.

«Par ordre spécial de Son Altesse,

le Secrétaire (signé) *C. Silion.*

6 Décembre

S'a trimis acéstă notă sub No. 5.130.

(Iscălit) **Hadik.**»

VII

Nous touchons au dernier acte de l'alliance des Principautés avec les émigrés hongrois.

Cette alliance avorta surtout à cause des mauvais procédés et du manque de loyauté des chefs hongrois de 1848.

Nous avons déjà parlé des documents tombés dans les mains de Kogalniceano et par conséquent du Prince Couza. Ce sont des lettres échangées entre Klapka et Kossuth et entre Klapka et de Lalande.

Que disait-on dans ces lettres non publiées jusqu'aujourd'hui?

«Dans ma dernière lettre, disait Klapka à de Lalande, je n'ai pu vous exposer nettement la position de la Roumanie par rapport à la Hongrie.

«Le Prince (Couza), comme je vous l'ai dit, nous remettra 20.000 fusils et des cartouches, nous laissera faire tous les préparatifs nécessaires sur son territoire. Tous les engagements que ce Prince a pris devant M. Place et moi, il les tiendra, mais rien au delà.»

Eh bien, le correspondant qui reconnaissait ainsi la loyauté de Couza vis-à-vis des Hongrois, ajoutait, que «par exemple il ne faut aucunement compter «sur un secours en argent ou sur un secours en hommes. *Ce secours fut-il «possible, il serait même imprudent de s'en servir.* Vous connaissez les Roumains! «Admettez que le Prince fournisse 5.000 hommes (ce qui est impossible, il ne «pourrait pas en fournir un seul); qu'après la première bataille, il nous en reste «500; eh bien, pour les Roumains *ce seront ces 500 hommes qui auront tout «fait et le jour de la libération de la Hongrie les prétentions (?) des Roumains «seraient extravagantes. Non que le Prince soit dans les idées d'une Daco-Rou«manie — il n'y est pas encore — mais l'appétit vient en mangeant*, *comme dit «le proverbe. . . . . .*

«Vous serez donc de mon avis, je l'espère, *en considérant la Roumanie «comme un passage, un terrain neutre, comme approvisionnement, un lieu de refuge au besoin, mais jamais comme lieu de secours effectifs......*»

Nous sommes bien loin des clauses des deux conventions! Nous sommes également loin des propositions que les Kossuth, les Klapka, firent à Couza, d'une *confédération danubienne.* Le Prince Alexandre Jean I-er avait parfaitement saisi ce que ce projet présentait d'importance, pour l'avenir de l'Orient. Mais écoutez dans quels termes s'expriment, le lendemain de l'adhésion de Couza à la fédération, ceux-là mêmes qui lui en firent la proposition :

«Avec son instinct de Grec, il (Couza) en a parfaitement compris toute «l'importance en quelques instants, il a dû se faire un travail dans son esprit «et il a *dû se voir à la tête de ce mouvement*, le seul et unique promoteur, peut-«être . . . . Le Prince ne peut se mettre à la tête de ce mouvement que lui «consolidé, parfaitement affermi. Ce moment arrivé, n'ayant plus aucune crainte «personnelle, cette idée lui reviendra naturellement à l'esprit; elle est assez «grande, assez forte pour séduire n'importe quel esprit, *le plus vulgaire* comme le plus grand.

«Le Prince promoteur du mouvement aura nécessairement une influence dont, croyez-le bien, il saura tirer parti. Le premier succès de son affermissement au pouvoir lui donnera plus d'ambition, ses désirs deviendront plus grands, l'idée d'une Daco-Roumanie lui viendra en tête *et il aura peut-être des chances de réussite.*

«Si au lieu de cela, nous autres Hongrois, nous agissons dès à présent, *si nous profitons de la tension de son pays,* si nous agissons de sorte que la Hongrie soit libre, la position change complètement. La Hongrie se trouve alors maitresse. C'est *elle qui est le chef*, non seulement de la ligue Danubienne; mais, plus avancée en arts et sciences, en civilisation, que ses voisins, elle devient le centre de tous..... (! ?).»

La loyauté des chefs hongrois de 1848 concluait donc:

«I. A se servir de la Roumanie comme d'un être passif; «*autrement, il y aurait danger.*»

«II. *Rendre la Hongrie libre avant que la Roumanie ne soit constituée*, de façon à éviter toute espèce de prétentions exagérées de la part des Roumains de Transylvanie et des Principautés.»

L'énonciation de pareils sentiments des chefs hongrois, vis-à-vis de la Roumanie, fut une douloureuse déception pour le Prince Couza; mais Kogalniceano et J. Bratiano se doutaient bien, dès les premiers jours de l'alliance, que les émigrés hongrois étaient loin d'être sincères et qu'ils masquaient un vilain jeu en Roumanie.

Du jour où de pareils documents furent dans les mains de Couza, celui-ci au premier moment s'emporta à tel point contre les Hongrois,

qu'il faillit enfreindre les lois de l'hospitalité de tout temps respectées par les Roumains. Mais Kogalniceano était là pour empêcher l'extradition de plus d'un Hongrois réclamé par l'Autriche. Cet homme d'Etat explique lui-même, dans son interpellation du 11 Février 1886, comment il contremanda au Préfet de Galatz l'ordre d'extradition de plusieurs Hongrois, ordre que le Prince Couza lui avait fait donner par un ministre de Bucarest. C'est ainsi que Kogalniceano sauva la liberté d'un grand nombre de Hongrois, en refusant leur extradition à l'Autriche. Cette conduite fit tomber Kogalniceano du ministère, mais la chute de ce grand homme d'Etat mettait fin à toute tentative d'alliance nouvelle avec les chefs hongrois de 1848.

VIII.

C'est ainsi que les conventions du mois de mai 1859 ne produisirent qu'une agitation stérile et des complications un moment menaçantes pour la Roumanie. Le lecteur doit être convaincu que la faute en revient aux chefs hongrois de 1848.

Nous sommes cependant obligés de reconnaître que le développement des événements politiques au commencement de 1861 eussent suffit à imposer au Prince Couza un revirement politique contraire à l'alliance avec les Hongrois. Certains journaux de Paris avaient recommencé leur ancienne campagne en faveur de la cession de la Vénétie par l'Autriche à l'Italie. La question était envisagée également par plus d'un cabinet diplomatique. L'on proposait de céder à l'Autriche les Principautés pour la dédommager de la Vénétie. D'autres journaux parlaient de la vente de la Vénétie à l'Italie, les finances de l'Autriche étant dans un bien triste état (1).

(1) Une lettre de la correspondance anonyme de de Lalande, datée de Palerme, du 12 décembre 1860, contient ces lignes:

«Notre grand et cher ami (Klapka) est réellement fait pour désespérer ceux qui l'aiment... Vous ne me dites rien, mais je devine à peu près ce qu'il vous aura écrit. A cette époque déjà je pense que vous l'aurez vu en personne. (Il avait en effet séjourné quelque temps en Moldavie.—V. A. U). Comment l'avez-vous trouvé? Avait-il gagné au contact récent de cette *tête carrée* qui domine à Turin (Kossuth?). En attendant, il paraîtrait que les affaires marchent en Hongrie, au moins la confusion en Autriche augmente. Je crains seulement qu'on ne se décide à vendre la Vénétie pour rétablir les finances ou que les Puissances, avec leur

La prudence la plus élémentaire exigeait du Prince Couza et de ses deux gouvernements le revirement de politique sus-indiqué.

Les bruits répandus sur la vente par l'Autriche de la Vénétie inquiétèrent également Place et de Lalande. Ce dernier demanda à un personnage important de Paris ce qu'il en fallait penser. Ce personnage, dont la signature reste pour nous indéchiffrable, lui donna les informations suivantes:

La Vénétie sera-t-elle vendue?—Non.

«1°. La vente de la Vénétie, si cher qu'on la vende, ne restaurera pas les finances de l'Autriche, qui a une dette de huit milliards.

2°. Fatalement la Vénétie doit retourner à l'Italie qui aura, entre les mains du très fort Cavour, la sage patience d'attendre.

«3°. L'Angleterre ne le désire pas, car ça créerait une puissance maritime forte et unie, là où il y a deux puissances maritimes faibles et désunies; ça pourrait l'inquiéter dans l'Adriatique où Corfou est son intérêt capital et d'où elle guette l'Empire d'Orient en cas de partage; de plus elle craindrait que l'Italie maritime, héritant des doges de Venise, ne vienne revendiquer ses anciennes colonies de la Méditerranée qui aujourd'hui sont turques ou sous le protectorat anglais.

4°. La Russie ne le permettrait pas, car si l'Autriche vendait Venise, elle deviendrait sur le Danube une puissance formidable, limitrophe de la Russie et prête à lui disputer les provinces de l'Orient.

5°. La France ne s'en soucie pas, car elle a besoin d'avoir la main dans les affaires d'Italie, de se l'attacher en lui promettant une libération complète et de l'avoir ainsi pour alliée intéressée en cas de guerre sur le Rhin....»

La lettre ajoute:

Aurons-nous la guerre au printemps? — Non.

«Toutes les Puissances sont comme des chiens qui grognent et se montrent les dents et finissent par se tourner le dos en remuant la queue sans s'être donné un coup de gueule. Quoiqu'on dise, la France *seule* est prête et si.... prête que nul n'y résisterait. L'Empereur attendra avec la patience ordinaire, le Roi de Prusse fera quelque sottise et il y perdra le Rhin. Nous avons

politique d'expédients, leur manière ordinaire de «prendre à Pierre pour payer à Paul», comme dit un vieux proverbe anglais, ne veuillent sacrifier les Principautés pour terminer la question italienne».

Cette femme vraiment supérieure a de suite compris que mal en prenait à la Hongrie du jour où les Principautés eussent été cédées à l'Autriche. Aussi dit elle: «Les Puissances se tromperaient dans leur attente, car je pense qu'un attentat pareil ne ferait qu'augmenter la confusion sur le Danube, tandis que de ce côté l'agitation ne ferait que changer de caractère». (Voir le doc. relatif dans XXI).

vous le savez, un traité avec le Danemark signé en 1855, dans le cas de guerre contre l'Angleterre et renouvelé en 1859, dans le cas d'une guerre contre l'Allemagne. La seule explication possible des forfanteries du Roi de Prusse c'est qu'il est fou ou que la *coalition* est faite à Varsovie. Dans ce cas, ça ne serait guère que pour l'an prochain et ce serait très bien: la France est grosse de sa révolution, on ne veut pas la laisser accoucher en paix, on va lui tirer l'enfant du ventre avec le forceps; je ne m'y oppose pas; ni vous non plus, je suppose, sans doute.

La Hongrie sera satisfaite en partie et se tiendra dans un repos grognon qui n'aboutira pas. L'Italie, occupée à se former, *n'attaquera pas Venise.* La Prusse, consultée par l'Angleterre, n'attaquera pas le Danemark; toutes les Puissances prieront la France de prolonger l'occupation de la Syrie et l'Angleterre sera obligée de se tenir pour satisfaite.»

Toutes les prévisions du diplomate qui a signé cette longue lettre à de Lalande ne se réalisèrent point; il y en a, sur le nombre, quelques unes qui attestent la haute intelligence des affaires politiques du correspondant. (Voir Doc. XXII du 14 Févr. 1861.)

IX.

L'année 1860 s'écoula sans que la révolution hongroise pût éclater. Napoléon III maintenait la garnizon française à Rome. Le 26 Mars, Victor Emmanuel était proclamé roi d'Italie, qui malheureusement devait perdre cette même année son grand Cavour.

Les troubles et leur répression sanglante en Pologne ne furent point de nature à hâter la révolution en Hongrie. Cependant Kossuth et Klapka espéraient encore réussir à la provoquer. La correspondante anonyme écrivait le 15 Mars, de Messine, à de Lalande que: «*Les* «*choses en Hongrie paraissent chauffer* et décidément à Vienne on «n'entend pas la manière de se concilier ces Tartares-Manchoux (les «Hongrois). On m'écrit que les amis de la Dynastie sont au dé«sespoir, ce qui me semble de bon augure. En Italie, on s'avance et «on s'organise; en Pologne même, on a l'air de se relever; enfin «nous verrons encore de drôles de choses sortir du Vésuve Européen «et si vous n'avez plus tant d'enthousiasme pour nos amis des plaines «de la Theiss, vous n'en rirez que mieux de tout ce qui pourra sur«venir là et ailleurs.»

Il y avait beaucoup d'optimisme dans ce qu'écrivait la noble dame à de Lalande, surtout dans ce qu'elle lui disait sur la Hongrie.

Le Prince Couza était d'une opinion contraire. Kossuth ainsi que Klapka insistant de nouveau auprès de lui en faveur du mouvement hongrois, en tâchant d'expliquer pour le mieux la fameuse lettre interceptée (1), Couza leur répondit qu'il savait de source certaine que l'Autriche s'efforçait d'exciter les Roumains de Transylvanie contre les Hongrois (2). Le Prince ajoutait de plus qu'il croit que les Hongrois *ne feront rien: «Ce qui semble le peiner»*, écrit de Lalande dans sa lettre au général Klapka, datée du 26 Janvier 1861, lettre envoyée par Alexandri. Couza basait son appréciation politique sur ce que les concessions faites par l'Autriche satisfaisaient les Hongrois. Kossuth lui répondit que ces *concessions* devaient être considérées comme illusoires, tant que le ministère des finances hongrois et une armée permanente nationale ne seraient accordés.

Les chefs hongrois insistèrent beaucoup auprès de Couza par l'intermédiaire de Victor Place et de Lalande; ils lui demandèrent de faire honneur à sa signature des conventions. Alexandre Jean I-er, ne pouvant répondre par un refus absolu à Place, répéta plusieurs fois «que tout ce qu'il s'est engagé à faire, il le fera, mais «qu'il tient à avoir la certitude que l'Empereur Napoléon III ne dé-«sapprouve pas ce mouvement (hongrois)». De Lalande engage donc Klapka à obtenir par tous les moyens ce que le Prince désire «sur ce sujet.»

---

(1) A cet effet le général Klapka présenta au Prince Couza un long mémoire par lequel les chefs hongrois de 1848 renouvelaient leurs déclarations favorables à la nationalité des Roumains de la Transylvanie et répudiaient la lettre interceptée.

(2) Pour empêcher la propagande autrichienne parmi les Roumains de la Transylvanie, du Banat et de la Hongrie, Place et de Lalande engagent Klapka à publier «dans le plus bref délai possible, une note, un document, une brochure—peu importe,—dans laquelle «répétant in extenso ce qui est contenu dans votre mémoire au Prince, vous indiquerez d'une façon bien nette la tendance du mouvement hongrois....» De Lalande exige cela du général Klapka «car si d'une part vous avez ce que demande le Prince (Couza), tout alors marchant bien de ce côté, ce serait déplorable que l'on eût les Roumains contre soi, tandis qu'en s'y prenant dès à présent, on peut neutraliser les efforts de l'Autriche.» Au lieu de l'acte demandé par de Lalande, les chefs de 1848 expédient de Turin, une proclamation aux Hongrois, où rien n'est dit à l'adresse des Roumains de la Transylvanie !

Voir cette proclamation à nos annexes (la dernière, No. XXXVII).

C'était trop tard! L'alliance du mois de mai 1859 ne pouvait être reprise. Place lui-même écrivait, le 28 Mars 1861, à de Lalande:

«Dans les nouvelles politiques il y a à boire et à manger. On n'est pas encore à la paix, mais enfin on est beaucoup moins à la guerre que l'année dernière. A tel point que M. Klemse m'a fait dire, *ainsi qu'au Prince, qu'il y avait lieu de donner contre-ordre sur toute la ligne* (1).

(1) Voir à l'annexe VIII.

ANNEXES

No. I (1).

Cabinet du Ministre

DE

L'instruction publique et des Cultes

Paris, le 18 Juin 1860.

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint le passeport et les lettres de recommandation qui viennent, sur sa demande, d'être adressés à Monsieur le Ministre par son collègue des affaires étrangères.

Je vous serai obligé, Monsieur, de m'accuser réception de cet envoi.

Recevez, Monsieur, l'assurance de ma considération la plus distinguée.

Le Directeur du Personnel et du secrétariat g-ral.

M. Olivier de Lalande
27, rue Lepelletier *(Indéchif.)*

No. II.

Jassi, 30 Août 1860.

Mon cher savant,

Je profite du départ de M. Gaildry, pour vous envoyer, sur les bords de la Bistritza, un souvenir et quelques journaux qui occuperont vos soirées....

Pas de lettres, rien ne m'est arrivé ni de *Paris*, *ni de Pesth*, et je vous dirai que moi-même je suis fort surpris de n'avoir point reçu de réponse à des lettres que j'ai écrites il y a 2 jours.

J'ai reçu hier soir votre pli, avec deux lettres jointes, qui vont être expédiées tout-à-l'heure.

B...., qui est ici depuis le jour de votre départ, commence à aller un peu mieux, mais il était bien mal lorsque l'on me l'a amené. Plaise à Dieu que son frère n'ait pas à se reprocher d'être pour beaucoup dans cette maladie. Il y a là un moral affecté profondément et ça ne doit pas être sans cause.

---

(1) Nous devons une partie de ces documents à l'amitié de Monsieur Vasile Kogalniceano et Demetriu.

Il fait ici un chaleur affreuse, qui m'a donné plus d'une fois l'envie d'aller vous rejoindre pour respirer l'air frais des montagnes.

Adieu, bonne chance et

Tout à vous
Victor Place.

Rien de nouveau de la Hongrie.

No. III.

Jassi, 7 Septembre 1860.

Mon cher explorateur,

J'ai reçu votre dépêche télégraphique du 5 et je vous réponds de manière à ce que mon pli vous arrive à Bakéo, j'espère en temps utile. Les nouvelles de B.... sont toujours inquiétantes. . . . .

Je vous envoie une petite lettre que Castaing a rapportée hier de Bucarest et qui paraît avoir fait d'assez longs circuits; peut-être est-ce celle que vous attendiez.

L'Indépendance vous donnera les nouvelles politiques; seulement je vous ajouterai que le télégraphe a annoncé l'entrée de Garibaldi à Naples et la fuite de François II; *cela était inévitable.*

Pas de nouvelles d'ailleurs, ni même de vous, qui courrez trop pour avoir le temps d'écrire. Au moins, êtes-vous content de ce que vous voyez?

Ceci est le troisième paquet que je vous adresse.

Tout à vous
Victor Place.

Je rouvre mon paquet pour vous envoyer une seconde lettre qui m'arrive à l'instant.

No. IV.

Pest, 18 [8] 1860 Váczi utza No. 1.

Cher ami!

Vous me donnez carte blanche de me pouvoir moquer de vous — mais je ne le ferai pas surtout après les détails que Mad. la Comtesse vient de me donner; tout au contraire — croyez-le moi — je prends sincèrement part à toutes vos peines. En somme, ce qu'il y a de bon dans tout ceci c'est que vous ayez connu encore à temps le caractère de la petite et ce qu'il y a de consolant, — de ce que je n'ai jamais douté du reste — c'est que vous vous êtes tiré en homme de toute cette affaire: — loyalement, honorablement et que tout les torts sont de l'autre coté ! C'est bel et bon tout cela, cher ami, mais dans votre vie pleines d'épreuves, de luttes et de patience, c'est un nouveau

désenchantement, une nouvelle pluie, une nouvelle et triste étude du cœur humain — mais si bien qu'on s'en tire — sauf la conviction d'avoir agi en honnête homme, cela ne nous avance guère.

Tout ce qu'on m'a dit de vous, cher ami, m'attacherait encore plus à vous si cela serait possible! — Pour moi personnellement, dans ma solitude, car malgré le grand chiffre de mes connaissances et de mes relations, je suis seul! - c'est une grande consolation, voyez-vous — de ne me pas tromper dans le choix de mes rares amis qui ont toute mon affection — gardez-moi la vôtre, cher Olivier, j'en ai besoin, croyez-le moi! — car j'en suis sûr que la vie, si nous résisions — quoiqu'il puisse arriver, nous réunira — nous nous reverrons ici — chez nous, où comme autrefois chez vous là bas!

Une seule chose me tourmente, n'ayez pas *une trop mauvaise opinion de mon pays* —jugez avec calme et vous trouverez posés au moins partout les principes, qui par leur développement naturel nous feront entrer dans la grande famille des Etats civilisés de l'Occident et nous ne voulons pas autre chose.

A Dieu donc, cher ami croyez-moi toujours et toujours bien le vôtre

de cœur
Paul.

Rose est partie pour prendre ses bains. *Vos lettres je les ai fait partir à destination* Ne m'oubliez pas.

No. V.

Kedves Szüleim!

Szives vendégszeretetökbe ajánlom Lalande Olivier barátomat—ö egyik jelesbb természet tudossa frankhonak, s küldetése magyar, és különösen Erdöországba tudományos vizsgálatokat tenni a mineralogia és zoologia körében. Én ött még 1846-ból esmerem, s mindig igen jó barátom volt. — Farkasékat is kérem fogatják szivesen. — Mindnyájókat számtalanszor csokolva önököt

hü fiok
Sándor.

Paris, Junius 23-án 1860.

No. VI.

Monsieur,

Je vous recommande Monsieur Nikitaki, employé à mon cabinet de ministre des cultes, et qui aura l'honneur de vous accompagner dans votre tournée. Veuillez bien lui donner vos ordres.

Sur ce, je vous prie d'agréer l'assurance de ma considération toute particulière

Kogalniceano.

Ce mercredi.

No. VII.

Jassi, 14 Mars 61.

Mon cher Chimiste,

Avant de vous écrire je tenais à savoir ce que vous étiez devenu au milieu des boues liquides et solides dans lesquelles vous vous étiez embarqué. Par votre lettre de Podoléni j'ai appris que vous étiez retenu encore par le temps, mais au moins êtes-vous dans une prison fort douce, dont je me rappelle avec plaisir la bonne hospitalité.

Ma lettre, je suppose, vous trouvera déjà à Okna, sinon même à Komanechti; je vous en ai déjà envoyé une à votre adresse et cette fois vous en trouverez deux que je vous expédie ci-joint. Je vous envoie également un document excessivemeut curieux, c'est le discours prononcé par le Prince Napoléon dans la discussion de l'adresse.

Il y a là le renversement de toutes les formes dites parlementaires, mais en même temps c'est tout plein de bonnes choses et pour que vous en ayez le texte bien officiel je vous envoie le respectable Moniteur lui-même. Seulement ne perdez pas le Numéro qui fait partie de la collection du consulat et rapportez-le moi.

Vous voilà sur votre terrain . . . ; avez-vous déjà avancé la négociation ? Bonne santé et

Tout à vous
Victor Place

No. VIII.

Jassi, 28 Mars 61.

Mon cher Chimiste,

J'ai reçu hier votre lettre du 21 de Komanechti et chargée à la poste de Bakéo par Cantacuzène; j'ai envoyé immédiatement à Gaildry celle qui lui était destinée et je vous en retourne la réponse qui m'arrive à l'instant.

Plus une petite lettre venue par la poste d'hier soir et enfin quelques journaux que vous trouverez ci-joints.

. . . .
. . . .

Dans les nouvelles politiques il y a un peu à boire et à manger. On

n'est pas encore à la paix, mais enfin on est beaucoup moins à la guerre que l'année dernière. A tel point que M. Klemse m'a fait dire, ainsi qu'au Prince, *qu'il y avait lieu de donner contre-ordre sur toute la ligne.* Les affaires de Pologne sont apaisées, mais pour un moment, et le point noir qui existe du côté de l'Europe peut paraître moins large en surface, mais je le crois chaque jour de plus en plus profond en intensité.

Rien de nouveau d'ici.

Les amis vous serrent la main

Tout à vous
Victor Place

No. IX.

Jassi, 6 Avril 1861.

Mon cher Chimiste,

Je viens de recevoir en même temps vos deux lettres des 29 Mars et 1er Avril; je vous plains fort d'être obligé de vous droguer au milieu de vos recherches, car la maladie n'aide guère aux travaux comme ceux que vous faites. Heureusement, d'après ce que je vois, elle ne ralentit pas votre ardeur, car les notes que vous m'envoyez sont très claires et très précises. Avec de pareils éléments il deviendra possible de constituer quelque chose de sérieux. . .

J'ai reçu de Londres une lettre qu'à sa forme et à son genre d'adresse j'ai supposé être de M. Depouilly et je l'ai ouverte ainsi que vous me l'aviez dit; je vois que je ne me suis pas trompé et je vous l'envoie, avec une petite lettre de la Comtesse Teleki et qui se trouvait dans un billet qu'elle m'a écrit. Elle me demande de lui envoyer une coiffure de boyarde hongroise dont elle dit avoir envie depuis longtemps. Je voudrais bien la satisfaire, mais en verité je me connais si peu dans ces sortes de choses que je ne me rends pas même bien compte de ce qu'elle voudrait. Voyez si vous serez plus heureux que moi.

Une nouvelle grave arrive ici. Garibaldi aurait débarqué dans l'Herzégovine, du moins si ce n'est lui en personne ce serait une partie de ses troupes qu'il va venir rejoindre. Ne serait-ce pas le commencement du branle-bas ? En tout cas, je crois que le Prince Couza peut se trouver dans telle occurence où il regrettera d'avoir laissé enlever les armes par des bâtiments anglais.

Je ne trouve pas que les choses sentent bon par ici.

Tout à vous
Victor Place

Je n'ai toujours rien reçu de M. Klemse, c'est inconcevable.

No. X.

Jassi, 12 Avril 1861.

Mon cher Chimiste,

C'est à mon tour à vous dire qu'il y a longtemps que je n'ai reçu de vos nouvelles. Comme dans votre dernière lettre vous me parliez de fièvre et de quinine, je crains que votre silence ne soit causé par une aggravation de mal et j'attends avec impatience un mot qui m'apprenne que vous êtes entièrement rétabli. En tout cas, je vous envoie pour vous distraire dans votre convalescence, si convalescence il y a, une lettre qui m'est arrivée hier et un paquet d'*Indépendances.*

Vous verrez que la politique marche petit à petit vers une explosion, à moins que l'Autriche n'abdique, en se soumettant à toutes les exigences. Les journaux ne parlent pas encore d'une nouvelle grave, venue ici par le télégraphe; il y a eu de nouveaux troubles à Varsovie, la troupe a chargé et il y a eu des morts et des blessés, dont 5 soldats, à ce que l'on assure. Qui sait si cela ne va pas précipiter les événements?

Ici nous sommes également entrés dans la voie qui mène aux solutions. La Chambre a voté sa réunion avec l'Assemblée Valaque pour discuter en commun la loi des paysans; si, comme tout le fait supposer, on émet le même vote en Valachie, on ne sera, je crois, pas bien loin de réaliser l'Union complète. Le Prince est parti ce matin pour Bucarest.

Et les bitumes, que deviennent-ils?

Car enfin les affaires publiques ne doivent pas faire négliger les affaires particulières.

Avez-vous déjà fait quelques pas vers des arrangements avec les propriétaires de terrain?

Je suis chargé de vous faire les amitiés de la colonie.

Tout à vous
Victor Place

No. XI.

Constantinople, le 21 Oct. 1860.

Monsieur le Vicomte,

Le porteur de la présente est muni d'une lettre du général Klapka pour vous, par laquelle vous saurez et le but de sa mission et la mesure d'utilité que vous pourrez tirer de ses services. Je n'ai pas autre recommandation à y ajouter, que de vous avertir de le tenir court et de prendre avec lui dès le début un ton sérieux, car il me paraît enclin au ton de familiarité; il est d'ailleurs un homme sûr et dévoué, et il ne saurait pêcher que par trop de zèle.

Concernant *l'affaire* je n'ai pas de choses désagréables à vous communiquer. Pendant le séjour du Prince ici, j'ai remarqué qu'on n'avait pas envie de me voir; par conséquent j'ai fait semblant de n'en avoir non plus, ainsi je ne l'ai pas vu, ni personne de sa suite, excepté le chargé d'affaire, M. Negri. Mais imaginez mon étonnement, quand le général D. m'a communiqué, qu'ayant eu une conversation avec ce dernier au sujet de nos affaires, il affectait de l'ignorer d'abord, ensuite s'expliquant plus clairement au nom de son maître il a décliné toute participation à la réception du prochain transport, disant qu'ils ne voudraient pas s'embrouiller dans cette affaire. — D'après les antécédents je trouve cette réponse plus que drôle. Il se peut qu'ils attendaient l'avis d'une autre part, et que M. Place saura les remettre sur la voie, mais à tout prendre cet incident est d'un mauvais augure pour l'avenir.

Vous concevez combien je suis intéressé de savoir l'issue de cet imbroglio; je vous prie donc, ayez l'obligeance de me communiquer le résultat des négociations que vous aurez nécessairement à ce sujet, aussitôt que cela se décidera. Je vous remarque aussi, une fois pour toutes, que toutes vos communications à mon adresse expédiez toujours dans des couvertes à l'adresse de la légation sarde.

Recevez le salut de votre ami dévoué

Karacsay.

No. XII.

31 Octobre 1800.

Monsieur le Comte,

Je ne suis nullement étonné de la réponse de M. Negri au G-al D. Ce qui m'étonne, c'est que le G-al D. au lieu de s'adresser à M. Negri, ne se soit pas adressé au P. (Prince) On aurait pu savoir alors quelque chose de positif.

Je suis très peiné de la tournure que l'on donne à toute cette affaire. Si l'on continue d'agir ainsi, il est évident pour moi quelle avortera.

Comment! on envoie des armes et ni M. P. (Place) ni M. Strambio n'en sont prévenus par leurs gouvernements? L'envoi de ces armes est un bruit public à Galatz et ceux-là seuls qui ont intérêt à le savoir n'en savent rien!

On envoie des armes, on dit: *emmagazinez-les* .

Nous Hongrois, nous nommons un gardien et on ne demande même pas l'assentiment du Prince?

On envoie un agent (ayant plutôt l'air d'un domestique de bas étage que de tout autre chose) parlant à peine le français, ne sachant pas le roumain, et on l'envoie sans argent, de telle sorte que pour venir à Jassy il est obligé d'emprunter quelques livres à M. Strambio!..

Le G-al m'écrit: prudence si bien, vous êtes espionnés, etc...... j'ai 34 ans. M. le Comte, je ne suis pas fou, sachez-le bien. On m'écrit: prudence, et le G-al m'expédie une dépêche télégraphique qu'il signe *Corn.....*

Les gens prudents où sont-ils?

Ce sont ceux qui font en sorte que l'annonce de ces armes est un fait notoire à Galatz.

Joue-t-on la comédie, où veut-on agir sérieusement? Si l'on veut agir sérieusement, j'en suis; si non, je me retire.

Cette incontinence de langue peut avoir les plus facheux résultats. Le gouvernement autrichien fait tous les jours des plaintes aux ministres du Prince, sur la trop grande protection qu'il donne aux Hongrois. Que le consul d'Autriche tienne pour certaine l'arrivée et la destination de ces armes, il s'en plaindra à Vienne. Le Prince, s'il ne veut avoir l'Autriche sur les 'bras, se trouvera dans la nécessité de sévir et il sévira.

Voici la position vraie. — Agissez en conséquence.

Salut amical de votre dévoué

O. de Lalande.

J'espère, par le prochain courrier, recevoir de vous un mot me disant ce que l'on compte et veut faire, car j'ignore tout.

No. XIII.

Eywood, ce 12 Août.

Mon cher ami,

Voilà bien longtemps que je n'ai pas de vos nouvelles pas un mot depuis que vous êtes parti de Paris, ce qui fait que je ne sais absolument rien de la manière de laquelle ma belle-mère a pris ce que je vous avais prié de lui dire de ma part. Depuis Paris, la première et unique lettre que j'ai reçue de la *Transylvanie*, m'est parvenue l'autre jour de mon cousin Benczi, mais celui-là naturellement ne me dit rien de ce que j'aurais envie de savoir, sinon que vous étiez au point de partir pour la Valachie. Je crois donc bien faire de vous écrire, car il me semble impossible que vous ne m'ayez pas écrit, et qu'il doit donc exister quelque part des lettres égarées. En attendant, je suis très heureuse de voir que Benczi semble enchanté d'avoir fait votre connaissance, ce qui me donne espoir pour la réussite de nos affaires, puisqu'il me dit qu'il espère vous revoir chez lui l'automne, et que vous réglerez les exploitations ensemble. C'est très bien pour le côté matériel, mais le côté moral? Il ne m'en dit rien, et pourtant cela m'intéresse aussi. Malheureusement, je n'en pourrais rien apprendre que par vos lettres, car quant à le voir, il n'y en a plus question. Il y a cinq semaines on m'a envoyé un refus aussi positif que poli, donc pas moyen d'y penser davantage.

Pour mes affaires, elles tournent décidément à la farce—Après avoir disputé et combattu de toutes mes forces, je finis par faire préparer une convention très modérée et très équitable, dans les formes de la loi anglaise, que Georges approuva fort et fit son possible pour faire signer. Il échoua pourtant et ce refus fut accompagné d'une lettre très peu aimable. Jusque-là, tout était en règle, mais le lendemain, j'ai reçu une lettre du monsieur lui-même pour me prier de rentrer à Paris! C'était trop incommode, j'ai donc évité d'accéder à cette demande, quoique en écrivant dans les termes de la plus haute courtoisie. Quatre jours après, nouvelle lettre, deux grandes pages et demie remplies d'expressions d'affection, de confiance et d'estime sans bornes, pour arriver au grand dénoûment:—la prière de lui prêter dix mille francs pour qu'il pût voyager!!!

Naturellement très peu touchée de cette transition, qu'il n'avait pas eu le temps de rendre tant soit peu naturelle en la préparant de longue main, je réfléchis avec calme à ce que je devais faire dans cette circonstance inattendue, et toute chose bien pesée, je me suis décidée à lui envoyer, non pas dix mille francs, mais une moindre somme qu'il a empochée avec mille remerciements, ce qui lui ferme la bouche à tout jamais.—Comment trouvez-vous tout ceci? Pour moi, cela me semble très-comique.

Voici deux mois que je ne me suis pas éloignée de dix lieues d'ici, par un temps effroyable, qui nous oblige d'allumer le feu deux jours sur trois, non pas seulement le soir, mais toute la journée. Obligée de rester toujours enfermée, je m'occupe le plus possible, ce qui ne m'empêche pas de m'ennuyer considérablement, et ce climat m'est aussi bien nuisible. Les soi-disant savants prétendent que ce froid est causé par un glacier qui s'est fourré quelque part dans l'atmosphère, entre nous, pauvres Européens, et le soleil.

La théorie est assez amusante, mais si la moisson est à peu près gâtée, comme on s'en croit menacé, ça le sera moins, et si ce glacier atmosphérique existe réellement, je voudrais bien qu'il s'empressât de se fondre, car je compte rester encore deux mois ici, et puis m'en aller directement le plus au midi possible, sans sortir de l'Europe, pour tâcher si là au moins on ne peut pas attrapper quelque peu de chaleur.

On vient de publier un livre qui fait grand remue-ménage dans le monde savant de l'Angleterre. Un M. Darwin s'est avisé d'attaquer les théories orthodoxes et reçues et de proclamer sa croyance, qu'il n'y a guère de différences organiques entre les diverses espèces d'animaux et de plantes, et que des causes naturelles et toujours en action ont suffit pour produire les différences que nous voyons sans qu'elles aient été le résultat de créations spéciales. Si je ne vous savais pas assez occupé *d'autres choses* j'aurais envie de vous envoyer ce livre, qui est très curieux et très intéressant.

Adieu—Tâchez de me donner des bonnes nouvelles de vos affaires, et de ma belle-mère, dont le silence prolongé commence à me peser fort. Benczi

me dit que vous êtes assez souffrant — mais soignez-vous donc, je vous en supplie.—Toujours votre amie très sincère.

— — —

No. XIV.

Eywood, ce 20 Sept., 1860.

Mon cher Lalande,

Je ne vous ai jamais cru un oublieux, car j'ai pour principe de faire crédit d'amitié fidèle à ceux à qui j'en donne, avec l'espoir, qu'à l'occasion, ils en feront autant pour moi. Je craignais seulement que vous étiez malade. Enfin, j'ai reçu votre lettre du 18 Août il y a trois jours. J'y ai répondu à l'instant par voie d'Autriche quelques lignes banales, seulement pour vous avertir que j'avais la vôtre. Aujourd'hui je veux vous répondre en détail, et j'envoie ma lettre par Constantinople en la confiant à mes banquiers de Londres.

1° *La Hongrie.* — L'influence d'Almásy ne me surprend guère. Adroit comme un singe ou un grec, il aura parfaitement su exploiter le *fiasco* et le résultat nul de l'année passée pour se faire pardonner son abandon de ses compatriotes exilés. Vous avez bien fait de lui raconter toutes les affaires d'Italie, car c'était une justice à rendre, mais je n'espère guère que vous lui ferez changer d'allure entre L. Teleki et le Général. Sa conduite envers eux me semble une conséquence logique de son caractère. Il doit aimer le premier qu'il conduit, sans que Láczi s'en doute, tandis que le second lui inspire à la fois et jalousie et mépris, mélange assez bizzare, mais qui me semble résulter d'abord de l'opposition que nous avons toujours vue dans l'émigration entre les *tabla-biro* et les soldats, et puis des intrigues parmi lesquelles certaine dame vivait comme une araignée au milieu de sa toile.

Tant mieux si tout ce qui a force et vie suivra le Général. Il n'y a de salut que par lui, j'en suis bien convaincue, et chaque jour davantage.

Les Hongrois ont tort de compter sur la France et l'Italie; la seconde a bien assez à faire chez elle et pourquoi la première irait-elle se sacrifier pour des gens avec lesquels elle a peu en commun, et qui seraient ingrats le lendemain peut-être ? Les armes, voilà ce qu'il faut, et vous avez bien fait de leur prêcher ce texte.

Que Komaroni et Jean Huszár aient compris ne m'étonne guère. Je connais le premier, et j'ai toujours entendu beaucoup de bien du second, mais hélas! ce n'est pas deux hommes qu'il faudrait convaincre, mais tous. Enfin, Allah est grand, et peut faire miracle à un moment donné.

2° *La Transylvanie.*—Le récit que vous m'en faites est hideux. *Cette haine des Valaques et des Saxons n'est guère de bon augure* et le *cancan* que vous décrivez me dégoûte. *Ce n'est pas avec des czrdás qu'on sauve la patrie.*

3° *La Moldavie.*—Voilà ce que vous décrivez de plus consolant: *Couza*

entend bien ce qu'il fait en se prêtant à la Hongrie, et c'est bien heureux qu'il ait M. Place auprès de lui. Surtout il a mille fois raison de se refuser à toute entente avec M. Kossuth, en s'attachant au Général. Cela pourra nous sauver, *et nous sera peut-être presque aussi utile que les fusils et les munitions.*

Aussitôt votre lettre reçue, j'ai écrit au G-al en lui faisant le récit fidèle de tout ce que vous m'avez écrit sur la Hongrie et la Transylvanie. Sur le Prince, j'ai était parfaitement discrète, je n'ai même fait d'allusion ni aux fusils, ni aux autres préparatifs. Je lui ai seulement dit la résolution du Prince de ne traiter qu'avec lui *(Klapka)* et de là j'ai continué pour le pousser à l'action, et surtout à avoir foi en lui-même, et à agir sans consulter qui que ce soit. Je sais que sur ce point il fait les déclarations les plus énergiques. Pourvu qu'il ne se dédit pas. Alors je croirai à l'avenir, mais je pense qu'il serait bien important que vous le vissiez. — Entre nous soit dit, je crois que cela pourra bien se faire sans que vous ayez la peine et l'incommodité de faire un voyage à Paris. *Il vient de quitter la France pour se rendre à Naples, et de là -c'est plus que probable qu'il ira dans les principautés.*

On m'a confié ceci dans le dernier secret, et je vous le répète de même, car ce voyage sera incognito, s'il se peut qu'un Hongrois garde un secret.

Si je dois tout dire, votre description de la Hongrie m'a fort attristée. Je ne ferai pas moins tout ce qui dépendra de moi, mais ce sera avec moins d'espoir. Je ne crois pas du tout que la Hongrie soit une mine chargée et au moment d'éclater, comme on nous la représente. L'immoralité de la Transylvanie, le babil, la légèreté, l'ignorance que vous avez rencontrés à Pesth même, ne promettent rien de bon pour l'avenir. Je me figure bien M. Ürmeny, après votre récit—et cependant c'est un grand homme pour eux. Dans le royaume des aveugles...... Mais ce n'est pas consolant. Je suis presque tentée de croire que la *Hongrie sera sauvée peut-être* par des raisons qui lui sont étrangères, la question de Venise, les difficultés financières de l'Autriche, *surtout par les nécessités d'avenir des Valaques, mais non pas par elle-même* et cependant la révolution de 48-9 — je n'arrange pas bien ensemble le présent et l'histoire alors la masse a dû être entrainée et électrisée par quelques intelligences remarquables et supérieures, comme vous en avez encore trouvé aujourd'hui; mais auront-elles la force de renouveler ce miracle? Les circonstances sont tellement changées, que le passé ne nous en répond pas, et avec cela le pays doit être bien appauvri par le système autrichien.

En Occident, tout va sur des roulettes. Rien de plus amusant que le progrès de Garibaldi jusqu'à Naples, ni de plus ridicule que la sortie du petit Roi. Dans les Etats du pape les armées régulières marchent au pas de charge, et ce pauvre La Moricière doit être au désespoir de se trouver avec de si mauvais soldats. Mais aussi quelle idée de faire commander des Irlandais par des Autrichiens, et des Bavarois par des Belges! En attendant la fin de cette comédie, le *Constitutionnel* nous régale de deux articles: l'un pour gronder Cavour d'avoir touché aux biens de l'Eglise, l'autre pour recom-

mander au pape de ne pas quitter Rome, d'un ton qui a presque l'air de vouloir l'y pousser. Je verrai bientôt ce qui se passe de plus près, car je compte bien retourner en Italie, *en entendant quelque chose en Hongrie.*

Mais c'est assez sur tout ceci, parlons de vous. Comme ce doit être amusant d'être surveillé comme vous devez l'être, sous prétexte d'aide et protection! Ce ne serait point étonnant que l'on voulut vous enlever vos marteaux géologiques, de peur que vous vous fassiez mal aux doigts.

Vous décrivez bien M. B. comme je le connais. Sa question à Jean Huszar peint l'homme.

Je ne suis pas étonnée que la comtesse Bethleu soit *le seul homme sérieux en Transylvanie.* Elle ne m'est pas trop sympathique, mais je lui reconnais beaucoup d'intelligence et d'énergie.

Quant à la bonté *foncière* de la B-e Bornemisza, permettez que j'en doute. Elle aura été bonne et excellente *pour vous* et c'est bien à elle, mais je suis payée pour être sceptique sur son compte et je suis bien tentée de croire que, comme bon chien chasse de race, le contraire aussi se vérifie souvent.

Je ne puis guère vous dire quelque chose de nos amis, car je suis ici comme au fond d'un puits, et je ne sais presque ce que disent les journaux. Vous savez comme Georges est mauvais correspondant, je ne sais donc ses mouvements que par Krivàcsy qui lui est absolument dévoué, mais à *lui seul.* Les autres ne m'écrivent jamais, pas même Láczi, à l'exception d'une lettre parfaite sur mes affaires particulières. J'ai répondu avec toute gentillesse, mais il n'a plus écrit. Vous savez que Maxime est allé chez Garibaldi? Il m'a écrit deux mots en partant. Sandor, Türr, sont à Naples. Le premier m'écrit absolument comme si rien n'était, mais je ne lui réponds que pour affaires. C'est évident qu'il veut bâcler une conciliation, dans un intérêt de finance, mais je ne l'entends pas ainsi. Adieu, écrivez-moi toujours ici. En toute amitié à la vie, à la mort, de cœur.

No. XV.

Turin, 17 Septembre 1860.

Mon cher Lalande,

Le porteur de la présente est chargé d'une mission dont il vous fera part verbalement. Vous pouvez avoir une pleine et entière confiance en lui et le présenter à M. P. Il s'agit de l'envoi et du dépôt *du même article* dont vous vous êtes occupé *l'année dernière, de l'arictle qui nous est le plus nécessaire pour nos entreprises commerciales et industrielles.* — Secret le plus absolu.

M. D. avec lequel vous avez fait le voyage de Bucarest à Turin, suivra de près le porteur de ces lignes.

D. vous apportera de mes nouvelles.

Le porteur n'est chargé que de la surveillance du dépôt et du transport de l'article en question.

Tout à vous
Corn.

Le dépôt et le transport devra se faire de la même manière que *l'année dernière*. Les frais seront couverts par nous-mêmes.—Je prie M. P. de prévenir et de bien disposer *la même personne* qui nous a tant de fois déjà montré de son bon vouloir et qui tout récemment encore nous a promis sa protection.

No. XVI.

Genève, 27 Septembre 860.
Hôtel du Rhône.

Mon cher Lalande,

Je vous remercie bien des renseignements utiles et intéressants que vous avez eu l'obligeance de me faire parvenir. J'en ai fait mon profit, comme vous le saurez par ce que j'écris aujourd'hui à M. Place. Vous verrez que, quoique notre travail puisse paraitre lent au premier abord, nous marchons, et nous marchons d'un pas sûr. Ce n'est pas par des précipitations toujours intempestives, mais bien par un calme adapté aux circonstances, longuement mûri, et au moment voulu mis en œuvre avec vigueur et hardiesse, qu'on *assure* au lieu de *compromettre* l'avenir.

Mais plus notre travail s'avance, plus aussi devons-nous agir avec une excessive prudence — soit en paroles, soit en écrit. *Ne vous fiez, par amour de Dieu*, à personne. Ne prononcez et n'écrivez jamais les noms de qui que ce soit, vous les exposeriez aux plus grands dangers.

Vous êtes surveillé, épié, vous ne pouvez pas faire un pas sans qu'on en ait connaissance. Tout ce que vous ferez désormais, soit donc fait de vive voix—vos lettres à moi, jamais confiées à la poste autrichienne. Enfin vos relations avec le pays réduites au plus strict nécessaire.

Aussi vous prierais-je de ne jamais parler *des dissidences* qui de temps en temps séparaient mes vues de celles de *Ladislas*. Le moment actuel exige impérieusement une entente parfaite. Vous voyez par ce qui se passe en Italie, entre Cavour et Garibaldi, combien dans des moments suprêmes la discorde peut devenir funeste à une cause.

Ma sphère d'action du côté des Principautés m'est tout à fait personnelle; nous nous sommes mis d'accord là-dessus. Vous voyez donc que cette fois-ci

je n'aurai rien à appréhender à cet égard et mon action sera toute libre. Notre union est parfaite, que vous le sachiez.

Quand le moment sera venu, moi je serai dans les Principautés, pendant que les autres agiront en Italie.

M. Morin, qui se présentera chez vous, n'est chargé que d'une mission toute secondaire, celle de contrôler les *marchandises et les articles* arrivés à Galatz. Ne l'initiez qu'à ce qu'il faut qu'il sâche absolument. C'est du reste un homme de toute confiance et aussi énergique que loyal. Il est un chaud partisan *de Louis, je vous en avertis.*

En peu de temps, un, ou peut-être même deux de nos amis, qui vous seront et à M. P. recommandés par lettres spéciales, se rendront dans les Principautés pour nous y représenter et cooperer au but commun. Ce seront eux qui auront à traiter les questions importantes.

Quant à moi, je ne serai pas dans vos contrées avant le mois de mars, mais alors pour sûr.

Ecrivez-moi le plutôt possible.

Patience, et tout finira bien!

Tout à vous
Corn.

No. XVII.

Lettre de Klapka à de Lalande.

Dans ma dernière lettre je n'ai pu vous exposer nettement la question de la Roumanie par rapport à la Hongrie.

Le Prince, comme je vous l'ai dit, nous remettera 20.000 fusils et des cartouches, laissera faire tous les préparatifs nécessaires sur son territoire.

Tous les engagements que le Prince a pris devant M. P. et moi, il les tiendra, mais rien au délà. Par exemple, il ne faut aucunement compter soit sur un secours en argent, soit sur un secours en hommes. Ce secours fût-il possible, il serait même imprudent de s'en servir.

Vous connaissez les Roumains, admettez que le Prince nous fournisse 5.000 hommes (ce qui est impossible, il ne pourrait pas en fournir un seul); qu'après la première bataille, il nous en reste 500. Eh bien pour les Roumains ce seront ces 500 hommes qui auront tout fait et le jour de la libération de la Hongrie, les prétentions des Roumains seraient exorbitantes. Non que le Prince soit dans les idées d'une Daco-Roumanie, il n'y est pas encore, mais l'appétit vient en mangeant, comme dit le proverbe, et une fois qu'il sera parfaitement consolidé, qu'il sera très sûr de lui, l'idée pourra lui en venir. A cette consolidation de son pouvoir, il travaille fortement, quoiqu'on puisse en dire. Depuis qu'il est à la tête du gouvernement, il a beaucoup gagné, et quoiqu'il ait tou-

jours son air sans façon, ce n'est plus le même homme que celui de l'année dernière. Il a beaucoup gagné, à ce qu'on affirme, et commence à parfaitement savoir ce qu'il veut. S'il change souvent de ministres, c'est pour tâter les hommes, les user même et savoir ensuite ceux dont il pourra se servir.

Vous serez donc de mon avis, je l'espère, en considérant la Roumanie comme un passage, un terrain neutre, comme approvisionement, un lieu de refuge au besoin. Mais jamais comme un lieu de secours effectif. Le concours du Prince se bornera à ne rien empêcher, à faciliter le plus qu'il le pourra le mouvement, mais voulut-il et promettrait-il de faire plus, que cela lui serait complètement impossible.

Quand cette consolidation de la Moldo-Valachie sera-t-elle faite? Selon toute probabilité dans deux ans.

D'ici là, me direz-vous, bien des choses seront changées. Je l'espère comme vous. Mais nul ne connait demain. C'est pourquoi il faut tout prévoir.

Le Prince qui, je le crois, a de la sympathie pour moi, après m'avoir questionné et lu mon programme, m'a paru impressionné, même séduit par l'idée d'une confédération danubienne. Avec son instinct de grec, il en a parfaitement compris toute l'importance. En quelques instants, il a dû se faire un travail dans son esprit et il a dû se voir à la tête de ce mouvement, le seul et unique promoteur, peut-être. Que sais-je? Dans les romans que se font les hommes, les Princes mêmes, on doit tout supposer.

Le Prince ne peut se mettre à la tête de ce mouvement que lui consolidé, parfaitement affermi. Ce moment arrivé, n'ayant plus aucune crainte personnelle, cette idée lui reviendra naturellement à l'esprit; elle est assez grande, assez forte pour séduire n'importe quel esprit, le plus vulgaire comme le plus grand.

Le Prince promoteur du mouvement, aura nécessairement une immense influence, dont, croyez-le bien, soit lui, soient ses conseillers, sauront tirer parti. Le premier succès de son affermissement au pouvoir lui donnera encore plus d'ambition. Ses désirs deviendront plus grands, l'idée d'une Daco-Roumanie lui viendra en tête et il *aura peut-être des chances de réussite.*

Si au lieu de cela nous agissons dès à présent; si nous profitons de la tension de mon pays (tension qui, sachez-le, peut éclater sans nous); si nous faisons en sorte, sans compter sur l'appui d'aucune Puissance, sans nous inquiéter s'il y a guerre entre l'Autriche et le Piémont ... etc., que la Hongrie soit libre, la position change complètement.

La Hongrie se trouve alors maîtresse. C'est elle qui est le chef, non seulement de la ligue danubienne; mais plus avancée en arts, en science, en civilisation que ses voisins, elle devient le centre de tous, l'appui sans lequel on ne peut rien. Son rôle est immense, elle n'empêche plus le Turc d'envahir la chrétienté, mais elle joue le rôle civilisateur dans la Turquie d'Europe. Mais pour cela il faut agir, se préparer dès aujourd'hui, ajouter des fusils à ceux que l'on a déjà, prendre enfin toutes ces mesures discrètement et prudemment,

de façon que, au moment donné, tout éclate sans que l'Autriche ne sache rien.

Là, on ne peut avoir confiance en personne; avec nos compatriotes, malgré toute leur loyauté, on doit être très prudent, vu leur intempérance de langue.

Aussi Komaronni et Almazsi seront-ils les seuls qui sauront que nous avons 20.000 fusils.

Tout cela peut se résumer ainsi: se servir de la Roumanie comme d'un être passif, autrement il y aurait danger.

Rendre la Hongrie libre avant que la Roumanie ne soit constituée, de façon à éviter toute espèce de prétention exagérée de la part des Roumains.

Tout ce que je vous écris est parfaitement ma pensée. Peut-être vous paraîtrai-je exagéré en parlant de la Roumanie. Mais si mon autorité en pareille matière a peu de poids, j'y joins celle de M. Place, qui elle a une importance.

J'espère que l'idée de la brochure dont vous m'avez envoyé l'introduction de la part de M. Place nous servira. Nous avons besoin de gagner la confiance de l'Europe, de faire en sorte que chaque conscience soit avec nous. Ce moyen est le meilleur. L'importance de mon nom, dites-vous, dans une brochure de ce genre, fera non seulement beaucoup de bien à la cause, mais aussi à moi, dans mon pays, où certains amis de M. L. Teleki tachent de me faire passer seulement comme un militaire n'ayant aucune espèce d'idée politique.

C'est donc l'homme politique qu'il faut montrer à coté du militaire.

Quelques uns en Hongrie ne veulent voir dans le défenseur de Comorn qu'un militaire, ajoutez-vous, et s'efforcent de ne pas voir dans la capitulation l'acte d'un homme politique.

Montrez donc, général, l'homme politique à coté de l'homme de guerre, et tous se tairont , me dites-vous.

Nous verrons bien!

Klapka.

No. XVIII.

Ocna. — 1-er Sept. 1860.

Mon général,

Vous apprendrez, d'ici à peu de jours, l'arrivée du prince à Constantinople. On vous dira que c'est sous *l'influence anglaise que ce voyage* a été entrepris, n'en croyez rien. Place seul a décidé le voyage.

Le Prince a semblé se tourner du coté de l'Autriche; ne vous en inquiétez pas. C'est encore une manœuvre, pour avoir plus de liberté d'action.

Du reste les consuls d'Autriche à Jassy et à Bucarest ont ordre de leur gouvernement d'applaudir à toute espèce de politique du Prince, s'il consent à

marcher avec l'Autriche dans la question transylvaine. L'Autriche vous fait chercher partout en Roumanie, en Transylvanie, dans le Bannat. Couza a donné l'ordre à ses agents de vous chercher sans miséricorde *(sic)*. Soyez sans crainte à ce sujet. Vous pourriez être ici aussi sûrement qu'à Genève.

De Lalande.

No. XIX.

Général,

Je profite d'une occasion sûre pour vous écrire. Notre ami a vu le Prince, qui lui a répété plusieurs fois que tout ce qu'il s'est engagé à faire, il le fera, mais qu'il tient à avoir la certitude que l'Empereur ne désapprouve pas ce mouvement. N'oubliez donc pas ceci et tâchez par tous moyens d'obtenir ce que le Prince désire sur ce sujet.

Le Prince a dit qu'il savait de source certaine que l'Autriche s'efforçait d'exciter les Roumains de Transylvanie contre les Hongrois.

Notre ami pense que vous devriez, dans le plus bref délai possible, publier une note, un document dans lequel répétant *in extenso* ce qui est contenu dans votre Mémoire au Prince, vous indiqueriez d'une façon bien nette la tendance du mouvement hongrois; notre ami attache la plus haute importance à lui.

Car si, d'une part, vous avez ce que demande le Prince, tout alors marchant bien de ce côté, il serait déplorable que l'on eût les Roumains contre soi, tandis que, en s'y prenant dès à présent, on peut neutraliser les efforts de l'Autriche.

Que ce soit une lettre dans un journal, une brochure, peu importe; mais tâchez de le faire en lui donnant la plus grande publicité possible.

Le Prince croit que les Hongrois ne feront rien, ce qui semble le peiner. Il se base sur ce que les *concessions* faites par l'Autriche satisferont la Hongrie.

Notre ami lui a répondu que les *concessions* devaient être considérées comme illusoires, tant que le ministère des finances hongrois, et une armée purement nationale ne seraient accordés.

Notre ami a reçu 1.600 ducats. Je compte partir vers le 3 ou 4 février pour Okna . . . .

Je serai 15 jours absent, puis je reviendrai à Iassy, attendant une lettre de vous, me *disant si l'on compte agir cette année*, et dans ce cas, si vous voulez que je revienne ou que je reste.

Si non, mon travail terminé, j'irai en France et en Angleterre pour essayer de monter mon affaire.

Dans tous les cas, j'espère une lettre de vous fin février, nous renseignant exactement.

De Lalande.

No. XX.

Palerme, ce 17 Novembre, 1860.

Mon cher ami,

Hier je reçois enfin votre longue lettre, commencée à Campina le 13 Octobre, finie à Iassy le 31. Elle a mis un mois à arriver en Angleterre, et quinze jours de plus à me parvenir ici. Enfin patience, elle est arrivée.

La lettre dont vous m'envoyez copie m'a excessivement peinée. Écrite dans un de ses plus mauvais moments, *notre ami* s'y montre d'un ridicule complet. Après les tristes expériences de Gênes, je ne comprends réellement pas qu'il ait encore la naïveté de se fier au *grand farceur* (K.) et à *mon illustre cousin.* Je sais même que, lors de son passage à Turin, le mois passé, il a eu une preuve qui aurait suffi à tout autre, qu'on n'est guère plus loyal aujourd'hui qu'auparavant, et qu'il n'y pas d'alliance sincère possible. Vous savez toute mon affection réelle pour Georges (*Klapka*), et cependant, entre nous deux, je vous dirai que cette lettre m'a fait revenir un doute qui m'est déjà passé par l'esprit, savoir si nous ne faisons pas fausse route en le soutenant. Dans ma profonde défiance de *tous les exilés de tous les pays,* je me demande si celui-là, le seul que j'estime encore politiquement, est réellement assez supérieur à tous ses semblables, *pour que le sort d'un pays puisse se confier à ses mains,*

s'il ne serait pas mieux que la Hongrie marchât seule, ne se fiant qu'aux hommes qui sont restés dans l'intérieur pendant les derniers douze ans. Depuis que je suis ici, j'ai eu de nouveau raison de me confirmer dans ma triste théorie à cet égard. En Sicile, grâce à l'oppression qui n'avait permis à personne de se faire connaître au delà d'un très petit cercle, on a dû forcément en appeller aux hommes de 48. *Je retrouve mes anciens amis de l'exil,* individus des plus honorables comme caractères privés, et à l'œuvre, je vois *qu'ils sont d'une petitesse et d'une nullité déplorables.* Ne sera-t-il pas de même en Hongrie, si on n'appelle pas au pouvoir un élément nouveau? Et cela avec des conséquences bien plus funestes, puisque la Hongrie devrait entraîner avec *elle toutes les nationalités entre le Balkan et les Carpathes,* tandis qu'ici le petit bateau de l'île est amarré au grand vaisseau de l'Italie, et les fautes ont des suites moins graves. Enfin, je veux toujours espérer. Si la Hongrie mérite d'être sauvée, des hommes politiques se trouveront, assez forts pour ne pas se laisser remorquer *ni par le grand farceur, ni par mon illustre cousin, dictant leurs ukazes de l'étranger,* et comme leur bras, Georges pourra encore rendre des immenses services dans une insurrection armée. Mais aura-t-elle lieu? Je suis très curieuse de recevoir de vos lettres, écrites après la *promulgation des concessions.* Je veux savoir si vous me confirmerez dans l'idée que le mouvement suit maintenant une voie différente, et peut-être plus sûre, car je ne puis me défendre du doute, si une révolte armée ne sera pas écrasée, à moins d'être soutenue par une guerre sur le Mincio, et quoiqu'on fasse, et quoiqu'on

dise, l'Italie sera difficilement prête pour le printemps. La présence inconvenable de la flotte française à Gaëte, la défense du blocus, encourage une résistance désespérée qui tient tout le pays en émoi, encourage les espérances de tous les partis et retarde d'autant l'organisation définitive. C'est malheureux pour tout le monde.

L'idée que vous me suggérez de venir en Valachie ne m'est pas nouvelle. J'y ai pensé souvent, mais sans m'y décider. Je souffre toujours beaucoup en mer, j'étais très malade pour venir ici—quoique j'aie essayé de votre remède, du chloroforme, mais ce n'est certes pas la crainte de la souffrance physique qui m'empêcherait de venir. En tous cas je ne viendrai pas sans que la route fût ouverte pour me rendre chez ma belle-mère, sans m'arrêter dans les Principautés, car je n'ai nulle envie de me jeter une seconde fois dans un guépier comme celui de Gênes l'année passée. Dorénavant je veux avoir le moins à faire *possible avec les émigrés.* Mais pour aller droit à Klausembourg, je désirerais au moins avoir la certitude d'être reçue à bras ouverts chez ma belle-mère, et depuis deux mois, elle ne me donne plus signe de vie.—Il se peut bien que cela n'est autre chose que l'incurie hongroise. Pour m'en assurer, je vais prier ma mère de lui écrire, pour lui dire que je suis très peinée de n'avoir plus de ses nouvelles. . . . .

. . . .

. . . .

Il faut être l'un où l'autre -ou rien, ou tout.—Ne vous laissez donc pas enchaîner soit par *le Karacsay et le Morin*, soit par les deux anonymes qu'on vous annonce d'une manière bien peu convenable, à ce qu'il me semble.—On a bien tort, si on ne veut pas s'entendre avec vous et avec M. Place. Quelquefois je me sens si fatiguée de toutes ces agitations, que je suis tentée de dire avec *Falstaff: Si c'était seulement l'heure de se coucher, et que tout fut allé bien ! ! !»*

J'espère ne rien oublier d'important dans cette lettre que je vous écris en grande hâte, pour pouvoir l'expédier à Messine ce matin même, dans l'espoir qu'elle arrivera à temps pour attrapper le bateau de Constantinople demain.

Comment vous parviendra-t-elle de là, je n'en sais rien — enfin, je fais ce que je puis, et j'attends d'autres lettres de vous avec impatience.

. . . .

. . . .

C'est un peu tard de vous demander des nouvelles de madame la fièvre, mais non pas de vous dire mille choses affectueuses, et de vous embrasser bien fraternellement.

Saluez M. Place de ma part. A Georges, s'il est là, dites ce que vous voudrez, ou rien de ma part. C'est peut-être bien qu'il ignore combien l'entente et la confiance entre nous est entière. Hélas ! nous pourrons savoir par une triste expérience, combien les plus candides des Hongrois sont toujours

disposés à soupçonner à tort et à se défier de leurs meilleurs amis, tout en se confiant tête baissée à tels autres qui ne le méritent guère. Singulier peuple, s'il en fut jamais!

Adieu encore, on vient chercher ma lettre pour la poste. Bonne poignée de main.

No. XXI.

Palerme, ce 12 Décembre.

Cher ami,

Hier seulement j'ai reçu votre petite lettre du 31 Octobre. On avait tardé à me l'envoyer de la maison. En attendant la longue lettre que vous me promettez, je vous accuse réception de celle-ci, et pour ne pas l'oublier, je commencerais par vous dire qu'à Livourne j'ai fait *la chasse aux revolvers* chez tous les armuriers qui s'y trouvent. Il existait des revolvers anglais, mais point d'Adoms, et je n'ai pas voulu m'éloigner de mes instructions, d'autant plus que ceux qu'il y avait étaient des plus ordinaires. J'ai donc écrit le jour même à votre correspondant d'Eynvood pour le charger de la commission, et comme il m'a promis de s'en occuper tout de suite, j'espère que d'ici à peu de temps vous recevrez l'envoi, adressé comme de raison.

Notre grand et cher ami est réellement fait pour désespérer ceux qui l'aiment malgré et contre tout. Vous ne me dites rien, mais je devine à peu près ce qu'il vous aura écrit. A cette époque déjà je pense que vous l'aurez vu en personne comment l'avez-vous trouvé?—avait-il gagné au contact récent avec *la tête carrée* qui domine à Turin? En attendant, il paraîtrait que les affaires marchent en Hongrie, au moins *la confusion en Autriche augmente. Je crains seulement qu'on ne se décide à vendre la Vénétie, pour rétablir les finances, ou que les Puissances*, avec leur politique d'expédients, leur manière ordinaire de prendre à Pierre pour payer Paul, comme dit un vieux proverbe anglais, ne veuillent sacrifier les Principautés pour terminer la question italienne. Elles se tromperaient peut-être dans leur attente, car je pense qu'un attentat pareil ne ferait qu'augmenter la confusion sur le Danube, tandis que, de ce côté, l'agitation ne ferait que changer de caractère. Garibaldi, homme politique, vaut à peu près Kossuth commandant en chef d'une armée, et comme conséquence très naturelle, il a laissé derrière lui un héritage de confusion presque inextricable.

Malheureusement, on n'a pas l'air de comprendre qu'un gouvernement de conciliation pourrait seul y porter remède. Au lieu d'étouffer le parti de l'action à force de l'embrasser, on renie l'époque révolutionnaire, on veut creuser un abime entre ce qui était hier et ce qui est aujourd'hui, le pouvoir est confié aux ennemis personnels de Garibaldi qui veulent écarter tous ceux qui ont servi son gouvernement, sans même avoir l'esprit de caresser ceux qui y étaient opposés. Cette conduite désole surtout ceux qui, ayant accepté le

même programme unitaire, s'attristent de voir l'application des idées bonnes et belles entravées par des dépits d'individus et de partis.

Je suis à Palerme depuis quatre semaines à peu près.—J'y vois beaucoup la famille de F. . . . . , de très braves gens, mais bons à être mis dans une ménagerie de bêtes curieuses, et on ne peut plus insulaires. Cependant, on m'a accueilli à merveille, et je passe fort bien mon temps avec eux, et quelques anciens amis de l'exil.

Connaissez-vous Carini? Il est presque guéri de sa blessure, qui était des plus sérieuses. Le climat semble me convenir très bien; je pense donc rester ici jusqu'au printemps, si je puis y demeurer en paix. Maître Sándor est toujours près de Naples où il commande la légion hongroise. Voici la dernière farce que j'ai entendu de lui. Les premiers jours de mon arrivée, un de mes amis, ancien émigré, propose à une autre, qui était toujours resté en Sicile, de le présenter chez moi. Celui-ci prétend me connaître, et quand mon ami répond que cela est impossible puisque je suis à Palerme pour la première fois, soutient avoir été présenté à la C-sse T., dame française, par son mari, quand ils étaient ensemble ici au mois d'Août. J'ai fini par savoir que ce grand farceur évite autant que possible tous ceux qui me connaissent, tandis qu'aux autres il présente sa chère amie comme sa femme légitime. Cela m'est assez indifférent; seulement, je ne désire pas me trouver dans le même endroit qu'eux.

Ecrivez-moi par Constantinople, adressant sous mon nom aux soins de MM. Gardner et Rose, banquiers, à Palerme. — Les lettres arriveront ainsi bien plus vite que par l'Angleterre, et avec tout autant de sécurité.

Adieu, et si c'est possible, ne *perdez pas patience avec notre ami.* J'attendrai la longue lettre promise, pour vous écrire de nouveau. - Une bonne poignée de main, en me disant, de tout cœur, votre très-sincère amie.

XXII.

Cher ami,

Voici vos deux questions:

La Vénétie sera-t-elle vendue? — Non.

1° La vente de la Vénétie, si chère qu'on la vende, ne restaurera pas les finances de l'Autriche, qui a une dette de huit milliards.

2° Fatalement la Vénétie doit retourner à l'Italie qui aura, entre les mains du très fort Cavour, la sage patience d'attendre.

3° L'Angleterre ne le désire pas, car ç'a créerait une puissance maritime forte et unie, là où il y a deux puissances maritimes faibles et désunies; ça pourrait l'inquiéter dans l'Adriatique, où Corfou est son intérêt capital et d'où elle guette l'Empire d'Orient en cas de partage ; de plus elle craindrait que

l'Italie maritime, héritant du Doge de Venise, ne vienne revendiquer ses anciennes colonies de la Méditerannée qui aujourd'hui sont turques sous le protectorat anglais.

4º La Russie ne le permettrait pas, car si l'Autriche perdait Venise, elle deviendrait sur le Danube une puissance formidable, limitrophe de la Russie, et prête à lui disputer les Provinces de l'Orient.

5º La France ne s'en soucie pas car elle a besoin d'avoir la main dans les affaires d'Italie, de se l'attacher en lui promettant une libération complète et de l'avoir ainsi pour alliée intéréssée en cas de guerre sur le Rhin. Telle est ma petite opinion et je crois que la Vénétie ne sera point vendue.

Aura-t-on la guerre au Printemps? – Non. Toutes les puissances font comme les chiens qui grognent et se montrent les dents et finissent par se tourner le dos en remuant la queue sans s'être donné un coup de gueule. Quoiqu'on dise, la France *seule* est prête et si terriblement prête que nul ny résisterait.

L'Empereur attendra avec sa patience ordinaire. Le roi de Prusse fera quelque sottise et il y perdra le Rhin - Nous avons, vous le savez, un traité avec le Danemarck, signé en 1855, dans le cas d'une guerre contre l'Angleterre et renouvelé en 1859 dans le cas d'une guerre contre l'Allemagne.

La seule explication possible des fortanteries du roi de Prusse c'est qu'il est fou, *ou que la coalition a été faite* à Varsovie. Dans ce cas, ce ne serait guerre que pour l'an prochain et ce serait très bien. La France est grosse de la révolution, on ne veut pas la laisser accoucher en paix; on va lui tirer l'enfant du ventre avec le forceps; je ne m'y oppose pas, ni vous non plus sans doute

La Hongrie sera satisfaite en partie et se tiendra dans un repos grognon qui n'aboutira pas; l'Italie occupée à se former, n'attaquera pas Venise. La Prusse conseillée par l'Angleterre, n'attaquera pas le Danemarck; toutes les puissances prieront la France de prolonger l'ocupation de Syrie et l'Angleterre sera obligée de se tenir peu satisfaite. Telle est encore ma petite opinion; bonne ou mauvaise, je vous la donne pour ce qu'elle vaut.

Tous nos amis sont bien. Sándor est à Sorente avec sa maitresse, Georges vous envoie mille amitiés; je travaille, afin d'être prêt en cas de besoin, c'est un excès de prévoyance, car je ne vois rien de prochain à l'horizon.

Ecrivez-moi quand vous aurez le temps cher ami, ... croyez moi

tout à vous

(Indéchif.)

14 Février, 1861.

Je regrette d'avoir eu raison pour K. mais hélas! que de fois n'ai-je pas eu raison en semblable circonstance?

XXIII.

Palerme, ce 15 Février.

Mon cher ami,

Je puis avoir des journées de découragement et de tristesse, surtout si je suis tant soit peu malade c'est peu poétique, mais je suis très persuadée que la force de l'âme n'est guère étrangère à l'estomac car ce n'est certes pas très gai d'être complètement seule à *24 ans,* sans autre espoir que dans les compensations que ce brave homme du diable nous doit à tous; je puis le dire à un ami comme vous, mais ne croyez pas pour cela que je faiblis, ni que je vacille, surtout sur les résolutions prises au contraire, je les ai déclarées si nettement qu'aujourd'hui on ne m'en parle plus. Vous avez bien raison; il faut être debout et n'étant pas F. . . . ; mais moi, je le suis—je regarde, j'étudie, j'attends, et je suis assez contente de moi, car je m'aperçois que même ceux qui me voient le plus souvent, ne se doutent guère du malheur de ma vie. Aujourd'hui pourtant est une journée peu bonne.

. . . .

. . . .

Vous aurez déjà vu à quoi se *réduisent les amnisties!!* Je suis aussi un peu étonnée de mon cousin, mais j'ai tellement de l'estime pour lui, comme homme d'honneur, que je ne veux pas le condamner, et son cas me parait à peu près celui d'un prisonnier de guerre, qui donne sa parole de ne pas se battre.

G. m'a écrit l'autre jour, à son passage par Messine, une lettre un peu triste, mais d'ailleurs pas trop mal. Allons, marchons toujours; si nous nous sommes trompés, cela a été de bonne foi.

Le doute que je vous ai exprimé devrait vous montrer assez qu'il me reste fort peu *d'illusions sur les Tartares Mantchoux en général,* et sur la famille en particulier. Je crois parfaitement à l'exactitude du tableau.

. . . .

. . . .

Vous avez mille fois raison d'aimer ce bon F. . . ., et il faut l'admirer d'autant plus de ne pas médire de ses amis, que ce n'est guère une vertu sicilienne. Il est toujours à Paris, se promenant sur les boulevards et fumant ses cigarettes, et je ne pense pas qu'il ait la moindre idée de venir dans ces parages. C'est le plus grand tour que je lui connais, car sa mère est bien vieille, elle l'aime beaucoup et voudrait l'embrasser avant de mourir. Sa famille est assez étonnante pour être hongroise, mais ce sont, malgré cela, de très braves gens, et je serais bien ingrate si j'en disais du mal.

Cependant il y a certaines choses dont il est impossible de ne pas rire. La vieille dame, par exemple quoique ayant beaucoup d'esprit et aimant fort les contes scabreux, pourvu qu'ils lui soient présentés sous la forme ou de confidence ou d'anecdote de médecin, est tellement scrupuleuse à certains égards

que non seulement, trouvant son portrait trop décolleté, y-a-t-elle fait ajouter un fichu (malgré cela, quand elle attend son confesseur, on pose un paravant devant le tableau), mais elle a fait revêtir certaines statues de bronze, dont les cos tumes s'approchaient un peu trop selon elle de celui d'Adam avant la chute, de petits jupons de soie verte, et comme il y avait des gravures dans le même état qu'elle ne voulait pas bannir par respect pour la mémoire de son mari, après avoir bien réflechi, elle a imaginé d'introduire des toilettes de coton blanc entre la gravure et le cristal! Imaginez-vous l'envie que j'avais de rire, quand j'ai vu tout cela!

. . . .

. . . .

Puisqu'il y a si peu de choses sur lesquelles on puisse se féliciter, je suis contente d'apprendre que votre travail va bien; finissez donc votre rapport; analysez bien toutes les matières contenues dans la terre valaque, et puis revenez au plus vite. Il y a déjà bien assez longtemps que vous êtes enterré au delà de l'Europe. — Recevoir les journaux après dix jours, c'est par trop chinois, et cependant nous en sommes réduits au même point. Aussi je pense quitter Palerme dans les derniers jours du mois, pour voir Catane et ce côté de l'île, comme je vous l'ai écrit dans ma dernière lettre. Si ma réponse vous est parvenue, vous aurez vu que votre lettre envoyée directement, est arrivée plus vite que celles arrivées par d'Angletere, les deux ensembles.

Dites bien des choses pour moi à M. Place. Je lui écrirai un autre jour quand j'aurai un peu plus de temps; ce soir j'écris à la hâte, pour ne pas manquer le bateau qui part demain matin de bonne heure, et dont on vient d'annoncer le départ. La première fois que j'écrirai à Fabrice, je lui ferai vos ambassades. Il m'écrit presque toutes les semaines, et c'est très rare qu'il manque de me demander de vos nouvelles.

Aujourd'hui je vous ai écrit un tas de bavardages, mais que voulez-vous, j'ai tant de choses dans la tête qui voudraient remonter le Danube. Enfin dans cinq, six semaines, j'éspère de vous voir. — Nous aurons bien des choses à nous dire.

Adieu, je vous embrasse en sœur affectueuse.

No. XXIV.

Palerme, ce 31 Janvier.

Mon cher ami,

Hier soir j'ai enfin reçu votre lettre du 8. Moins mal cette fois, car la Sicile est si peu dans les conditions du 19^{me} siècle, que, quoique une lettre de Londres peut très bien arriver et arrive quelques fois en cinq jours, il y a

peu de temps une que j'avais adressée en Piémont, en a mis vingt-deux pour trouver son destinataire. J'attendais de vos nouvelles avec impatience, car depuis six semaines je n'en avais plus et comme votre dernière lettre me disait que vous aviez la fièvre, je craignis que vous ne fussiez toujours malade.

Je suis contente que vous ayez reçu *enfin les pistolets* en règle et que vous les approuviez.

Votre portrait de *notre ami* (*Klapka*) n'est malheureusement que trop exact, mais lui étant le meilleur je me demande: que sont donc les autres??

Je voudrais bien pouvoir faire un voyage en Hongrie, mais je doute fort, soit dit entre nous, si je pourrais m'y plaire. Il y a un an encore, cela m'aurait fait bien de la peine; dans les circonstances actuelles, cela a bien moins d'importance pour moi.

L'ami devrait donc bientôt reparaître en Europe et je sais que ses compatriotes l'attendent avec impatience. Figurez-vous qu'il ne m'a pas écrit depuis qu'il est passé par Messine. Là il s'ennuyait tout seul, il a écrit; depuis, pas une ligne. C'est bien la contre-partie de ce que vous m'en dites, mais je le connais trop pour en être ou étonnée ou peinée.

Tout ce qui s'est passé dernièrement là-bas m'a bien fait de la peine -cela nous rejette loin. Maintenant que vous êtes à Jassy, vous devez recevoir les journaux exactement. Vous saurez donc ce qui se passe en Europe, et combien l'horizon est obscur de tous les côtés. En Angleterre et en France on parait croire assez généralement à une guerre, mais sans préciser ni où ni pourquoi elle aurait lieu. A la suite de la question que vous posez, et sur laquelle je partage vos doutes, j'en poserai encore d'autres, mais j'attends pour cela que nous nous voyons où du moins le 1-er Mars. En attendant je comprends parfaitement que la science vous attire plus que la politique, ainsi faite surtout, et je suis de votre avis. Mes amis d'ici me disent que j'ai perdu bien des illusions à ce sujet, et ils n'ont pas tort; nos amis m'attristent profondément.

Je verrai Carini ce soir et je lui dirai votre ambassade. De Sandor. rien; je sais qu'il est toujours à Naples, mais voilà tout c'est pour le mieux je n'en entendrai jamais quelque chose qui me fasse plaisir. Si un jour il m'arrive pire, comme vous le croyez, il faudra tâcher de le supporter le mieux que je pourrais.

Je suis enchantée d'apprendre que les naphtes marchent si bien. Tant mieux de toutes les façons.

Je passe bien mon temps, mais c'est trop loin, et *comme les événements se développent* je voudrais me rapprocher du centre. Je partirai donc vers la fin de Février, et comme je veux voir un peu la Sicile, je passerai deux ou trois semaines, selon que je m'amuse ou que je m'ennuie, entre Messine, Catane et Syracuse. Ensuite, je m'embarquerai pour Gênes sur les messageries françaises. Donc si vous venez au commencement de Mars, vous me trouverez encore en Sicile; si c'est à la fin, à Gênes, hôtel d'Italie, ou à Turin chez

Trombetta. En attendant, si vous recevez cette lettre dans une vingtaine de jours à peu pres, répondez-moi aux soins de MM. *Matthey et Jean*, banquiers à Catane, et dites-moi quand vous partez. J'aurais un plaisir bien réel à vous serrer la main de nouveau.

F. . , . n'est vraiment qu'un très vilain prince — il patine au bois de Boulogne, au lieu de venir ici. — Rencontrant un de ses frères hier, je lui ai demandé, s'il n'était pas arrivé une lettre de Moldavie? Il m'a répondu qu'il croyait que sa mère en avait une, mais qu'il ne savait pas si elle l'avait encaissée ou perdue, et qu'il la lui demanderait.

Adieu, je vous embrasse; à vous revoir bientôt, j'espère.

—

No. XXV.

Paris, 25 Oct. 1860.

Mon cher Lalande,

Zglinicki vous fera part lui-même du but de sa mission. Tâchez, je vous prie, de lui être utile, et mettez-vous d'accord sur toutes les questions.

Les dernières *concessions* ne changent en rien la situation. La Hongrie ne veut plus du joug autrichien; elle ne veut plus verser son sang contre ses frères en Italie au profit de ses bourreaux.

Mais soyons prudents et circonspects. N'éveillons pas les soupçons des nombreux agents qui parcourent les Principautés. J'arrive quelques semaines après Zglinicki. Il faut que personne ne le sâche. Vous me préparerez avec Z. un logement à Jassy.

Ecrivez-moi, cher ami, à Constantinople, sous l'adresse de l'ambassadeur Sarde, pour Corn.

A vous de cœur
Klapka

No. XXVI.

Galaţĭ, 1860 Ianuarie 9.

Domnule Ministru,

Alăturat aicĭ am onóre a vĕ înfăţişa lista nominală a Ungurilor emigraţĭ ce s'aŭ concentrat spre îmbărcare în Galaţĭ şi carĭ nu s'aŭ putut înainta din cauza întreruperet navigaţieĭ; din acéstă listă veţĭ vedé, Domnule Ministru, în ce anume ḑi a sosit fie-care.

După ordinul ce am primit de la Domnia Vóstră de a mĕ îngriji despre dinşiĭ, ca să nu fie lipsiţĭ de mijlóce de subsistenţă, m'am adresat la d. Veniochi, care a purtat cheltuiala până la venirea d-luĭ Berdinţeĭ, la vroinţa căruia toţĭ Unguriĭ să vede că orbesce se supun. Cum a vĕḑut d. Berdinţeĭ socotéla

înfățișată de d. Vinochi de îndată m'a rugat a-ĭ încredința sarcina purtăreĭ de grijă, încredințându-mĕ că baniĭ ce va primi pentru acest sfîrșit se vor înnapoia guvernuluĭ, scrupulos; a fixat un franc pe ḑi de individ și osebit plata cuartireĭ unde locuesc emigrațiĭ.

Negăsind o casă de închiriat, pentru o vreme ce nu se póte esact hotări, adică până la purcederea Ungurilor de aicĭ, am fost silit, Domnule Ministru, de o cam-dată de a lua maĭ multe odăĭ într'un otel, unde s'aŭ așeḑat Unguriĭ câte 8 10 într'o odae. Am preferat până acum acest mod de căzărmuire, fiind-că m'a pus în stare de a exersa o maĭ strictă priveghere asupra lor, și d. Berdințeĭ recunoscênd ospitalitatea ce o acordăm nenorocireĭ, a regulat ca fie-care odae, să aibă un șef rĕspunḑĕtor pentru orĭ-ce neorînduială, pentru orĭ-ce necuviinciósă purtare a indiviḑilor, carĭ locuesc împreună și aŭ făcut rĕspunḑĕtorĭ pe aceștia de tot ce va putea jigni neutralitatea în care se cuvine ca să rĕmânem vis-à-vis de orĭ-ce mișcare politică. Dar fiind-că numĕrul Ungurilor a crescut într'atât că póte da prepus de formarea uneĭ legióne, am socotit maĭ cuviincios a tocmi de acum înainte treĭ séŭ patru localurĭ despărțite, unde se vor așeḑa emigrațiĭ, tot cu acea rînduială.

Domnule Ministru, avansurile trebuitóre pentru susținerea numĕruluĭ de Ungurĭ cuprinșĭ în lista nominală, am făcut necontenit. Am dat d-luĭ Berdințeĭ din vreme în vreme o mică sumă înainte, și d-sa înfățișindu-mĭ socotelĭ în prescurtare, am cerut'o acum după ordinul ce mĭ-ațĭ dat în total, și acéstă lămurire v'o prezentez în alăturare. Oficial se vor supune acele-l-alte cheltuelĭ ce critica poziție în care stă Galațul de la începutul luneĭ Noembre, m'aŭ silit a le face

Putețĭ judeca, Domnule Ministru, de gingășimea aceste̊ĭ situațiĭ, după nevoia în care m'am aflat de a cunósce lămurit tot ce sub cumpĕnă lucra consulatul austriac, cu poliție tainică maĭ numerósă de cât a mea acea oficială, și ale căria mișcărĭ am fost silit a le controla în fie-care minut al ḑileĭ. Cu tóte aceste și când presența vapórelor a companielor austriace cu numĕrosul lor personal ascundeaŭ óre-șĭ carĭ amenințărĭ, liniștea n'a fost tulburară, că activa priveghere exersată ḑi și nópte aŭ arătat că orĭ-ce încercare din partea agenților austriacĭ a fost prevĕḑută într'atát, că d-l consul singur, după explicația de care v'am dat sciințare găsise de cuviință a depărta momentan pe d-l Elacici. La întórcerea acestuia în Galațĭ, i-am făcut deja cunoscut, că dacă va face cel maĭ mic lucru, séŭ va rosti vre-un cuvînt spre nemulțămirea guvernuluĭ local, într'un loc public, va fi depărtat fără mult proces și trimes peste Dunăre. Acțiunea acésta a consulatuluĭ austriac, căruia în faptă până acum nu pot imputa nicĭ un desordin, afară de încercarea raportată asupra D-luĭ Vidaci, care nicĭ n'am gândit că se va putea unelti și unde patrula a venit prea târḑiŭ spre a putea prinde pe culpașĭ, acéstă acțiune, ḑic, fu sprijinită până la retragerea vapórelor, care aŭ abandonat schelea pentru posturile de iarnă, facilitate acordată prin inviolabilitatea pavilionuluĭ a întreține la bordul vaselor companielor a loiduluĭ și a Dunăreĭ, un numĕr de ómenĭ ce eraŭ scutițĭ de controlul poliției până când puneaŭ piciol rul pe pămîntul nostru, și atuncĭ în adevĕr de îndată aŭ fost urmărițĭ, așa fel

că n'aŭ putut face nicĭ o mișcare în contra buneĭ cuviințĭ. Propelerul Giurgiuvo a companieĭ Dunărene venit de pe urmă, dădu ospitalitate la vre-o 18 croațĭ, dintre carĭ maĭ mulțĭ aŭ fost condamnațĭ în Turcia; șeful lor un numit Catriloher, care acum găzduesce la vaporul de resbel, a fost osândit la mórte și precum mi s'aŭ făcut cunoscut, fu, în puterea capitulațielor, trădat autorităților austriace spre a se executa asupra-ĭ sentința tribunaluluĭ turcesc. Tovarășiĭ luĭ se oploșesc între amploiațiĭ prepușĭ la paza încăperilor agenților austriacĭ de plutire. Am avut deocamdată gând, Domnule Ministru, de a face consulatuluĭ austriac, o notă categorică despre aceștĭ individĭ, prevenind că la întâia înfățișare a lor pe stradele orașuluĭ, spre a-l feri de orĭ-ce eventualitate, voiŭ fi silit a aresta pe nisce asemenea individĭ, însă m'am oprit de la o aseminea idee, căcĭ lesne consulatul ar fi putut nega existența unor asemenea făcĕtorĭ de rele, ar fi putut înfățișa oficiale rolurĭ, în scrierĭ și tabele de serviciul personaluluĭ întrebuințat de companiele vapórelor, și acoperind prin alte nume fețile sus dise, dar eŭ neavênd o altă dovadă de cât o pipăită încredințare polițienéscă, așĭ fi fost silit a primi dovedile scrise de bune, și fețele ce astădĭ nu sunt primejdióse fiind-că sunt cunoscute, s'ar fi înlocuit póte de alțiĭ și așĭ fi rĕmas cu truda de a descoperi iarășĭ corpul zbirilor de cine se compune și cum se dosesce, așa am socotit că numaĭ stricta priveghere póte să ne scape de fapta veghiată și o póte preveni dând în mâna nóstră la cea d'întâĭ intimplare pe aceĭ ce ar voi să încerce de a o unelti.

Aceste sunt imprejurările, Domnule Ministru, carĭ de douĕ lunĭ de dile maĭ bine, țin într'o necontenită trăgănare tótă activitatea mea și acea a politiceĭ.

Acéstă aspră priveghere a silit pe consulat a-șĭ schimba sistemul puțin onorabil pe care vru să aștérnă acțiunea sa în contra Ungurilor. Am simțit acéstă preschimbare prin sîrguința ce puneaŭ instrumentele consulatuluĭ a se imprieteni cu Unguriĭ, a lega cunoscință și a-ĭ invita la petrecerĭ, carĭ tóte aceste eraŭ menite a pregăti propunerea ce, în fine, a adresat consulatul Ungurilor chiar prin amploiațiĭ sĕĭ, de a profita de amnestia imperatoruluĭ, și de a se intórce în țara lor, că atuncĭ se va îngriji și de cheltuelĭ, pentru ceĭ ce vor cere pasporturĭ de întórcere de la instanța lor legală. Tot o dată d. Berdințeĭ fu chemat de d. consul la o convorbire tainică, dându-ĭ d. Consul făgăduința de onóre, că va putea eși liber din hotelul consulatuluĭ, după conferința propusă. D. Berdințeĭ a rĕspuns că nu póte merge la consulat, dar că este gata a discuta în casa Prefectuluĭ, căcĭ nu voesce a face nici o mișcare ce va puté cu drept supĕra pe guvernul țĕreĭ, care i-a dat mijlocul de susținere și nu voesce a conspira, ci a se bucura de ospitalitatea ce i se acordéză. Consulatul a insistat; Berdințeĭ a rĕspuns că nu póte a nu primi pe cine vine la d-luĭ, dar aiurea nu voesce a merge. Câțĭ-va din Ungurĭ în intervalul acestor convorbirĭ s'aŭ adresat către Consulat cerênd pasporturĭ de întórcere. Consulatul vĕdênd numĕrul lor prea mic, a refuzat și a pus condițiune ca să se în-

tovărășéscă maĭ mulțĭ, măcar 30; acest numĕr negăsindu-se, a cădut acéstă propunere.

Iar stărunța d-luĭ Consul de a întîlni cu d. Berdințeĭ se făcu maĭ presantă. Am prevenit pe D. Berdințeĭ că vroesc a rĕmâne cu totul străin de discuția ce va putea avea cu d. Consul, căcĭ interesele ce vor putea discuta ne privindu-ne, trebue să păstrez cea maĭ pasivă neutralitate. Pe d. Venoche l'a depărtat d. Berdințeĭ, fiind-că a fost neastêmpărat în vorbele sale, și m'a rugat de a-ĭ da voie de a se duce în Turcia.

Domnul Venochi cerênd'o singur, m'am induplecat a-ĭ da pasport, păstrând acel ce ațĭ bine-voit a slobodi spre dovadă pentru aceĭ l-alțĭ Ungurĭ, ce eraŭ trecuțĭ în el și carĭ n'aŭ vrut a-l întovărăși.

Linia de conduită ce am păzit, Domnule Ministru, aŭ apărat orașul de orĭ-ce necuviință; precum și în viitor sperez că îl va apĕra și ne-aŭ scutit de zadarnice și gratuite reciproce imputărĭ, carĭ ar fi putut aduce o împătimită ciocnire între Prefectură și Consulat și care m'am silit a o înlătura prin chipul sus arătat. Apoĭ de și Consulatul austriac a disposat și disposéză de toțĭ oficeriĭ și marinariĭ vasuluĭ de resbel ce este în port, anume Slik, și de toțĭ matroșiĭ și amploiațiĭ companiilor de vapóre de comerț și de orĭ-care sudit credincios, cu tóte acestea până acum n'a putut face nicĭ o mișcare condamnabilă în punctul de vedere al dreptuluĭ nostru teritorial, căcĭ într'asemenea cas, fițĭ încredințat, Domnule Ministru, voiŭ fi fără cruțare. Vĕ rog Domnule Ministru, bine-voițĭ a regula trimiterea cu cea întâiŭ expediție uneĭ sumĭ de banĭ descreționară spre a întimpina cheltuelele ce necesitéză întreținerea Ungurilor pentru care numaĭ în curînd am dat în primirea d-luĭ Venochi 35 #, d-nuluĭ Berdențeĭ 160 # și plata otelului osebit 30 #, pentru care sumă se' vor da dovedĭ, însă cŭ le-am slobodit, și maĭ departe nu voiŭ putea ajunge cu mijlócele mele.

D. Berdințeĭ a trimes un curier la Constantinopoli spre a aduce maĭ în grabă banĭ de aĭ comitetuluĭ, voind a înapoia orĭ-ce cheltuelĭ s'aŭ făcut, dar cere acum $1^1/_2$ franc de nume, ne putênd ómeniĭ a se mărgini cu locuința, încăldirea, hrana, spălatul și alte cheltuelĭ cu ceea-ce s'a dat până acum.

Printre tineriĭ ce sunt aicĭ, mulțĭ aŭ slujit ca ofițerĭ în armia austriacă și dândușĭ demisia s'aŭ înrolat la gradele de jos. Toțĭ aștéptă cu nerăbdare deschiderea navigațieĭ spre a fi eliberațĭ de posițiunea în care se găsesc astădĭ. Erĭ a sosit și un maior ungur bĕtrân, care a luat în mână disciplina și întreținerea emigraților.

Bine-voițĭ, vĕ rog Domnule Ministru, a primi cu acéstă ocasie încredințarea prea osebiteĭ mele considerațiĭ.

Pr. M. Cantacuzino.

P. S. Domnul Elaciciĭ s'aŭ pornit ierĭ la Bucurescĭ, drumul Brăileĭ, împreună cu d. Ditl, adjutantul Prințuluĭ Lihtenștein, Guvernatorul Transilvanieĭ.

Acest ofițer a venit ca curier, aducênd depeșĭ consulatuluĭ. Și, precum m'am informat, spre a lua o lămurire despre mesnarul Ungurilor ce sunt aicĭ și despre

calitatea lor; cei maĭ mulțĭ sunt feciorĭ de proprietarĭ dintr'acele maĭ bune familiĭ. Berdintei aŭ cerut astă-dĭ un pasport pentru Bucurescĭ, i l'am acordat pe temeiul recomandațieĭ domnieĭ vóstre, prin care ațĭ deosebit posițiunea acestuĭ Ungur de aceea a emigraților; plécă spre a aduce mijlóce de sub-sistență pentru numĕrul însemnat ce petrece aicĭ, fiind că cheltuiala se rădică tot sporind.

Pr. M. Cantacuzino.

Domnieĭ Sale

Domnuluĭ M. Kogălniceanu, ministru secretar de stat la Departamentul interior.

No. XXVII.

Chifré et très confidentiel.

Son Altesse Sérénissime le Prince régnant

Bucarest

Monsieur le Consul général d'Angleterre vient de me communiquer tout confidentiellement deux dépêches qu'il vient de recevoir de Sir Henri Bulwer; la première est à peu près dans ce sens:

Dans le cas où les Chambres Moldo-Valaque se prononcent en faveur de l'Union, cette motion serait-elle nuisible au Prince Couza? En tout cas le gouvernement britannique tiendrait à être informé en temps opportun de ce fait.

L'arrivée de Monsieur Negri à Constantinople est de toute urgence, afin que l'ambassadeur puisse surtout dans ces moments lui prêter son concours efficace

Dans la seconde dépêche, Sir Bulwer revient à assurer le gouvernement local de son appui et de celui de son gouvernement dans la question des armes sequestrées.

J'ai trouvé Monsieur Churchill tout heureux des bonnes nouvelles contenues dans la première dépêche. Un seule chose le préoccupe, il craint que Votre Altesse n'ait pris des engagements vis-à-vis de la Sardaigne ou de la France dans la question du soulèvement de la Hongrie.

Il voudrait que Votre Altesse ne s'aventurât pas dans cette affaire—grosse de complications et de danger pour les Principautés.

Désirant appuyer chaudement et sincèrement les vœux et les besoins des Principautés, il tiendrait à obtenir de Votre Altesse une assurance franche que, si même des engagements ultérieurs ont été pris, Votre Altesse y a renoncé. Cette assurance lui en donnerait aussi, et c'est convaincu qu'il pourrait alors avec d'autant plus de sincérité, qu'il pourrait représenter à son gouvernement les intentions de Votre Altesse.

Kogalniceano.

No. XXVIII.

Copie d'une communication de Monsieur le Président du Conseil des Ministres, adréssée à Monsieur l'Agent et Consul général d'Autriche, en date du $^{4}/_{16}$ Février 1861 sous No 2.

Monsier le Baron,

J'ai pris connaissance de la communication que vous avez bien voulu m'adresser le $\frac{12 \text{ Janvier}}{31 \text{ Decembre}}$, m'annonçant qu'en vertu des ordres donnés par le gouvernement Impérial, les Hongrois entrés sans passe-ports dans les Principautés peuvent *impunément* retourner dans leur patrie.

Cette mesure, dictée par le sentiment d'une haute humanité, ne peut qu'exercer une influence salutaire sur la détermination de ces individus et les engager à changer leur ligne de conduite envers le gouvernement Impérial.

Le gouvernement de S. A. S. s'associe de grand cœur à l'exécution de cette mesure généreuse, à laquelle il est prêt à concourir par tous les moyens en son pouvoir.

Aussi me suis-je empressé de transmettre à tous les préfets de districts les ordres nécessaires, afin qu'ils aient à délivrer des *feuilles de route* à tous les Hongrois qui *voudraient profiter* de la bienveillance du gouvernement Impérial pour retourner dans leurs foyers, avec la restriction prévue par votre communication.

Je saisis cette occasion, etc., etc. **Kogalniceano.**

XXIX.

Copie d'une note de l'Agence et Consulat général d'Autriche adréssée à Monsieur le Président du Conseil des Ministres en date du 12 Janvier 1861.

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous faire part, Monsieur le Président, qu'en vertu des ordres donnés par le gouvernement Impérial, les Hongrois saisis sans passeports sur le territoire des Principautés peuvent impunément retourner dans leur patrie, sauf toujours ceux qui auraient été antérieurement compromis dans l'émigration.

Il est pourtant nécessaire que les individus profitant de cette permission, soient renvoyés à la frontière avec des passeports valables pour cette seule direction, et que l'Agence Impériale en soit informée moyenant des listes exactes contenant les noms, prénoms et domiciles des personnes dont il s'agit.

Des mesures analogues ayant été déjà prises en Valachie, je ne doute point, Monsieur le Président, que vous voudrez bien vous y joindre aussi et faciliter ainsi le retour des émigrés Hongrois dans leurs foyers.

En vous priant de me faire parvenir votre réponse, je profite de cette occasion pour, etc. etc.

(Signé) l'Agent et Consul général d'Autriche.
Goedel Lannoy.

XXX.

Copie de pe depeșa No. 29.503 din 23 Decembrie 1860, dată Prefecturei din Bacău.

Se va face cunoscut acelor 17 Ungurĭ veniţĭ, că guvernul a publicat de mult că nimenĭ nu póte intra în ţéră fără pasport; guvernul a păzit datoriile ospitalităţeĭ către ceĭ intraţĭ de mai înainte, însă fiind-că guvernul voesce a ţine neutralitate, fiind-că aceștĭ Ungurĭ aŭ intrat în putere în Moldova, apoĭ guvernul nu le póte da nicĭ o ocrotire și nicĭ a le învoi trecerea în ţéră. Prin urmare guvernul îĭ sfătuesce și chiar îĭ îndatoresce ca să se întórcă de unde aŭ venit, spre a nu fi silit de a lua mĕsurĭ și maĭ aspre.

Aștept rĕspunsul ce eĭ vor da.

XXXI.

Copie de pe depeșa circulară dată d-lor Prefecţĭ de Suceava, Neamţu, Bacău și sub No. 29.504 din 23 Decembre 1860.

Cu tóte deșteptările ce am făcut, m'am însciinţat că pe la unele punturĭ tot intră Ungurĭ în Principate. Precum am respectat regulele ospitalităţeĭ, pre atâta interesul ţĕreĭ reclamă că noĭ să păzim și să apĕrăm neutralitatea Românieĭ. Vĕ invit dar că de îndată dealungul graniţeĭ Transilvanieĭ, pe la tóte puncturile și trecĕtorile, să lipiţĭ afișe, însciinţătóre că din ordinul guvernuluĭ Principatelor-Unite intrarea în ţara nóstră este oprită persónelor neînzestrate cu pasporturĭ, și că toţĭ aceĭ carĭ cu tóte aceste deșteptărĭ, se vor încerca de a intra în putere, vor fi trataţĭ ca călcătorĭ de graniţă, adică înapoiaţĭ o-cârmuireĭ Transilvanieĭ.

XXXII.

Telegramă.

Bucurescĭ } *17 Decembre 1860.*
Iașĭ }

No. 6.213. Decembre 4, 1860. Bucurescĭ.

«*D-luĭ Jora, Ministru Trebilor din afară.*

Pe la unele trecĕtóre despre Austria, tineriĭ ungurĭ cércă a trece fără pasport. Am luat disposiţie spre a nu fi îngăduiţĭ a trece asemenea ómenĭ.

Este însă de trebuinţă ca și d-v, să cereţĭ de la Consulatul Austriac, ca să facă a se exersa o maĭ bună privighere pe graniţă și din parte'ĭ.

Ministrul de Resbel

(semnat:) **General Florescu.**

No. XXXIII.

Bologne, ce 8 Novembre.

Cher ami,

J'ai reçu hier soir votre lettre du 9 du mois passé, et je me hâte d'y répondre sans attendre celle de Bucarest que vous me promettez.

Je sais aussi que *notre ami* a reçu vos lettres, car je l'ai vu à Londres et à Paris, et je l'ai trouvé dans des dispositions excellentes.

Je ferai votre embassade à Fabrice, que j'ai vu il y a quinze jours, gai et disposé comme toujours. Depuis lors il m'écrit des lettres mystérieuses, me disant qu'il veut sortir de sa vie vagabonde, mais sans me laisser trop comprendre si c'est par la porte du mariage ou de la politique. Je ne puis croire que ce soit le premier, quoique j'en rirai de tout cœur, vu les prédications qu'il a passé sa vie à faire.

Je serais à Livourne sous peu de jours, et comme c'est un port franc, et rempli de négociants et de magasins anglais, j'espère y trouver *tout ce qu'il vous faut (armes).* Si cela m'est possible, je tâcherai d'expédier par la messagerie Impériale du 17 à l'adresse que vous me donnez.

Bien des choses sont arrivées depuis la date de votre lettre! *Les concessions en Hongrie?* Hm Il ne parait pas que cela presse, mais pourtant l'influence de certaines personnes pourraient bien s'en augmenter et devenir même fort dangereuse. En tout cas, pour maintenir l'unité d'action et de but dans le pays, je pense qu'il deviendra plus nécessaire qu'auparavant de ménager l'aristocratie hongroise et ceux auxquels elle peut croire. La guerre contre l'ennemi extérieur sera toujours assez formidable, sans qu'elle soit compliquée par la guerre ou même une division civile.

En Italie les choses marchent à merveille. Les pauvres corps Garibaldiens pourtant sont dans un état de désorganisation cruelle. Leur général est un bien brave homme, mais un enfant quant à la politique. De Maxime je sais seulement qu'il a été à Naples, mais j'ignore s'il y est encore, car il ne m'a pas écrit. Il parait avéré que ce fanfaron de notre connaissance a brillé à la bataille du 1 Octobre sur le Volturno, *par son absence*, quoiqu'il était dans le voisinage immédiat. Grégoire, que j'ai vu à Savigleano, jure et tempête contre lui, comme un possédé. Ce bon ami lui-même va très bien.

Tout le monde convient qu'à Varsovie en a été quitte pour la peine du voyage. Tout mieux; c'est encourageant.

Je vais bien et je suis en route pour Palerme, où je compte passer l'hiver pour me réchauffer. Peut-être y sèrais-je dans huit jours, sinon dans quinze, à moins d'événements imprévus.

Adieu, je vous écris aujourd'hui à la hâte, pour que ma lettre puisse partir par le bateau d'après-demain de Livourne. Sur quoi, une bonne poignée de main, en sœur et de tout cœur.

No. XXXIV.

Méssine, ce 15 Mars.

Mon cher ami,

. . . .

Les choses en Hongrie paraissent chauffer; et décidèment à Vienne, on n'entend pas la manière de se concilier ces tartares-manchoux. On m'écrit que les amis de la dynastie sont au désespoir, ce qui me semble de bon augure. En Italie on s'avance et on s'organize, en Pologne même on a l'air de se relever. Enfin, nous verrons encore des drôles de choses sortir de Vésuve européen, et si nous n'avons plus tant d'enthousiasme pour nos amis des plaines de la Theiss, nous n'en rirons que mieux de tout ce qui pourra survenir là et ailleur.

. . . .

No. XXXV.

Liste de quelques hongrois se trouvant à Bakau.

Szent Ersébethi Szakata Károly, Simon János, Katona Csaszla, Algga Sándor, Boros Jozsef, Hamar Albert, Talaba Tál, Csics Albert, Horváth Ferentz, Menyhali Vilmoș, Gyulai Karoly, Szász Mihály, Kispál Karoly Holowezak Janos, Donáth Pál, Donáth Lászlo, Szizmon Jstvan, Miklosy Jozsef, Czobel János, Beregszászi Pál, Beregszászi Arpád, Sigmond Dénes, Szabo Jozsef, Szász Lukáts, Kiss Andor, Iuhos Lajós, Paloss Józscf, Getze Imre, Csedó Istvan, Ferencz Mozes, Monostorpáli monostori Kálmánn, Molnár Károly, Lolosy Samuel, Vas Samuel, Varga Mihály, Midas Ferencz, Szabó Sándor, Komáromi Béla.

No. XXXVI.

Tudtával van Önnek, hogy a tavalyi Olaszháború minket alulirottakat, sáltalunk nemzetünket a szövetséges hatalmakkal egyetértési viszonyba hozván, mi magunkat hazánk felszabaditásának eszközlésére ugyan csak azon szövetséges hatalmak akaratja szerint is Magyar Nemzeti Igazgatóság -gá constituáltuk, oly eltökélléssel, hogy Hazánk ügyeit az 1849-ben közakarattal kinyilatkoztatott nemzeti függetlenségnek (melyet idegen erőszak megszakithatott, de jógerejében meg nem ingatott) valósitására intézni, igazgatni s vezetni fogjuk mind addig, mig a nemzet azon állapotba jutand, hogy kórmányt alakithasson.

Ezen eltökéllésre nem elbizakodás, nem nagyravágyás vezetett, hanem részint annak tudata hogy senki más, hazánkfiai közül, a nagy czélt, a siker-

nek hasonló kilátásával elő nem mozdithatja, senki más annyi segédeszközöket nem biztosíthat, mint a tavalyi viszonyokból kifejlett összeköttetéseinknél fogva mi tehetjük; részint pedig vezetett azon meggyőződés, hogy a munkálatok szálainak öszpontositása s a hazábani akaratnak a külviszonyokkal öszhangzásba hozatala nélkül, sikert nem lehet reményleni.

E nézetekben s az azokból reánk háruló kötelességekben megerősitve érezzük magunkat a bizalomnak s a csatlakozásnak hazulról érkezett biztositásai által.

Annálfogva, bár a tavalyi váratlan béke, a valósághoz oly közel állott honszabaditási reményeket meghiúsitani látszott, mi, constituált állásunkhoz tartozó kötelességeink telyesitését s különösen a baráti hatalmakkali összeköttetéseinket annál kevésbbé szakitottuk meg, minél biztosabban előre vólt látható, hogy az Európai viszonyok, különösebben pedig az olaszkérdés szükségszerü fejleményei, hazánk szabaditására újból oly alkalmat hozandnak elé s oly combinátiókat tehetnek lehetőkké, hogy Honunk függetlenségének teljes kivivása, csak nemzetünknek kétségbe nem vonható határozottságától legyen feltételezve.

E számitásunkat igazolták az események, s ma már annyira haladtak az előkészületek, hogy elkövetkezett az idő, számba vennünk a magyar emigrátióban mindazon segéderőket melyekre mint rendelkezésünkre állókra, hazánk felszabaditására intézett munkálatainkban számithatunk.

Kérjük e részben . . .. mi hamarábbi irott nyilatkozatát ; egyszersmind bizalommal felszóllitjuk, hogy ezen értesitésünket . .. .találtató hazánkfiaival is közölvén, azoknak kik hozzánk csatlakozni, s a haza szolgálatára, magukat rendelkezésünkre ajánlani akarják, ezt tanúsitó nyilatkozatukat, qualificationalis névjegyzékükkel egyetemben nekünk beküldeni sziveskedjék.

Figyelmeztetni kivánjuk azonban az ekként nyilatkozandókat, hogy mielőtt vagy különösen levél által, vagy általában nyilvánosság utján felszóllitásunkat vennék, helyzeteiket fel ne adják.

Mi reánk a haza várakozásai, s külföldi összeköttetésünk nagy felelőségét — a siker•biztositásának felelőségét háritották. — Ez egységet követel az intézkedésekben, s öszhangzást a végrehajtásban, annyival inkább, mert a munkálat szálai messze ágaznak. Azért nemcsak károsnak, de kiszámithatlanul veszélyesnek hinnők, ha, legyen túlbuzgóságból, legyen akármi más indokból akár a házában ben akár azon kivül, tudtunk nélküli felhivások, s partiális lépések történnének, melyeknek nem lehetne más eredményök, mint hogy az erőket egybepontositás helyett szétszaggatnák, az eszmékben tévedést, a tervekben összeütközést s a cselekvésben zavart okoznának, s igy a sikert, s vele, hazánk jövendőjét compromittálnák. Meg vagyunk győzödve, hogy azok kik szándokaink tisztaságát méltányolni hajlandók, saját hazafiságukban elegendő ösztönt találandnak, minden ily lépéstől ovakodni. Ha lennének, kik saját — bár mennyire is illetékes önbecsérzetüket, a haza javának elébe téve,

vagy talán pártoskodási viszketegből, különszakadásra határoznák magukat, — azoknak irányában a Hon iránti kötelességérzettől fogunk tanácsot kérni; — de egyszersmind kinyilatkoztatjuk, hogy mi, a mint örömmel s méltánylattal viszonozandjuk a bizalmat, ugy csak a velünk czélban, irányban s a módok megválasztásában egyetértő biztos elemekkel kivánunk együtt müködni; biztosaknak pedig azokat tartandjuk, kiknek öszhangzó munkálati készségükre számíthatunk.

Ohajtjuk és reményljük is, hogy............................. ezen nézeteinkben egyetértend, s nekünk segédkezeket nyújtand, sokat szenvedett hazánkat biztos győzelemre vezetni, mire nézve örömünkre szolgál, Önt biztositani, hogy a már sikeresitésbe vett elökészületek a legjobb kilátásokra — többre mint kilátásokra jogositanak.

Becses válaszát — belsö boritékon ily czim alatt: ‹A Magyar Nemzeti Igazgatóságnak› Pulszky Ferencz úrhoz Turinba (Hôtel de Grand-Bretagne) kérjük útasítani.

Kelt Turinban szeptember 10-kén 1860.

A Magyar Nemzeti Igazgatóság.

Proclamation aux Hongrois.

D-vóstră sciţĭ, că după ce rĕsboiul italian de astă vară ne-a adus pe noĭ, subscrişiĭ, şi prin noĭ naţiunea nóstră în înţelegere cu marile Puterĭ aliate, noĭ înşi-ne ne-am constituit într'un ‹Directorat naţional maghiar,› tot în urma voinţiĭ acelor marĭ Puterĭ aliate, în scopul liberăriĭ patrieĭ nóstre, cu hotărîre de-a conduce, dirija şi săvîrşi afacerile patrieĭ nóstre în sensul voinţeĭ comune, care s'a manifestat în idea independentă de la 1838, pe care violenţa străină a putut'o suspenda, dar nu i-a putut altera basa de drept.

Acest angajament avea să dăinuiască până când naţiunea va ajunge în posiţie de a-şĭ crea un guvern. Nu încrederea nebasată, nu grandomania ne-a hotărît spre acest scop, ci în parte consciinţa, că nimenĭ maĭ curînd ca noĭ nu ar putea promova scopul cel mare, cu perspectiva succesuluĭ, nimenĭ nu ar putea dispune de maĭ multe mijlóce auxiliare de cât noĭ, de óre-ce **noĭ** *avem legăturĭ ce s'aŭ desvoltat din referinţele de astă vară;* în parte însă am fost conduşĭ şi de convingerea că nu se póte spera vr'un succes fără centralisarea firelor acţiuneĭ şi fără concordarea voinţiĭ patriotice cu referinţele străine.

In aceste păierĭ şi îndatoririle isvorite din ele ne-aŭ întărit asigurările încrederiĭ şi adhesiuniĭ, ce ne veniaŭ din patrie.

Ast-fel, deşi neaşteptata pace de astă vară se părea a ne zădărnici speranţele atât de fondate despre eliberarea patrieĭ, noĭ nu am întrerupt îndeplinirea datoriilor nóstre ce isvoraŭ din starea nóstră constituită (Directorat), nicĭ legăturile nóstre cu puterile amice, pentru că era cu siguranţă de prevĕdut, că referinţele Europeĭ, dar în deosebĭ fatalele evoluţiunĭ ale chestiuniĭ italiene

vor aduce pentru liberarea patrieĭ nóstre un bun prilej și vor face posibile ast-fel de combinațiĭ, în cât liberarea deplină a patrieĭ nóstre să nu maĭ fie condiționată, de cât de neîndoelnica resoluțiune a națiuniĭ nóstre.

Vĕ rugăm deci ....a ne da cât de curînd declarația d-vóstre în scris; tot de-odată vĕ provocăm cu încredere, ca să comunicațĭ acésta a nóstră însciințare și cu alțĭ patrioțĭ și să bine-voițĭ a ne trimite declarațiile și numele *acelora, carĭ vor să se alăture la noĭ și să se pună la disposiția nóstră în serviciul patrieĭ.*

Dar facem atențĭ pe ceĭ ce se vor angaja, să nu abdică de posițiile lor (profesionale?) înainte de a fi primit provocarea nóstră, fie prin scrisóre, fie prin publicitate. Noĭ simțim speranțele țĕreĭ și rĕspunderea legăturilor nóstre cu străinătatea, — rĕspunderea asigurăriĭ succesuluĭ.

Acésta nu pretinde unitate în disposițiunile ce sunt a se lua și armonie în executare, pentru că firele acțiuniĭ sunt fórte extinse.

De aceea credem că este nu numaĭ stricăcios ci neînchipuit de primejdios, dacă fie din exces de zel, fie din alte motive, fie în țară, fie în afară, s'ar face proclamațiĭ și pașĭ parțialĭ fără scirea nóstră, căcĭ nu ar putea avea alt resultat, de cât că puterile în loc să se centraliseze s'ar risipi și ar causa greșelĭ în ideĭ, conflicte în planurĭ și încurcătură în acțiune și ast-fel ar compromite succesul și cu el viitorul patrieĭ nóstre.

Suntem convinșĭ, că aceia, carĭ vor să considere curățenia intențiunilor nóstre, vor găsi în propriul lor patriotism îndemnul suficient pentru că să se rețină de la orĭ și ce asemenea pas.

Dacă s'ar găsi uniĭ carĭ șĭ-ar pune sentimentele de dignitate înainte de binele patrieĭ, saŭ póte din mâncărime de partid s'ar hotarî la vr'o secesiune — noĭ vom găsi în sentimentul datorieĭ către patrie mijlócele de acțiune în potriva lor; — tot de odată însă declarăm, că noĭ, cu bucurie și cu echitate vom rĕsplăti încrederea. Ast-fel nu voim să conlucrăm de cât cu elemente sigure care sunt unanime cu noĭ în scop, direcție și în alegerea mijlócelor.

Drept elemente sigure însă le vom considera pe acelea, la a căror disposiție de a lucra în comun acord cu noĭ, vom putea conta.

Dorim dar și sperăm că (titlu și nume) vețĭ aproba aceste ale nóstre vederĭ și ne vețĭ da ajutor spre a duce mult încercata nóstră patrie la isbândă. In acéstă privință simțim o plăcere a vĕ asigura, că preparativele făcute până acum ne îndreptățesc la cele maĭ bune perspective — maĭ mult chiar de cât perspective. Vĕ rugăm a ne trimite stimatul d-vóstră rĕspuns sub acéstă adresă: ‹Directoratuluĭ Național Maghiar› la d-l Francisc Pulszky Turin, Hotel de Grande Bretagne.) Dat în Turin la 10 Septemvrie 1860.

Directoratul Național Maghiar.

En 1864 profitant de la révolution Polonaise, les Hongrois essayèrent de nouveau d'organiser, conjointement avec les Polonais des bandes dans les Principautés-Unies. Nous possédons également des documents se rapportant à ce mouvement. Peut-être aurons nous l'occasion de les publier.

*

Au moment de mettre sous presse notre brochure, M. Eliade Rădulescu fils, nous envoie son dernier numéro du *Noul Curier d'ambe sexe*. L'auteur y publie les conventions du Prince Couza avec les émigrés hongrois en y ajoutant des explications que nous ne saurions accepter, n'étant point documentées.